

Le Magazine

Septembre- Octobre 2013 >>

www.iwacu-burundi.org

3 000 Fbu

Ntega-Marangara 25 ans après...

Notre dossier



Assassinat de Melchior Ndadaye

20 ans après...

Témoignages inédits



p. 20-27



**Ntega et Marangara
25 ans après**

p. 4-37



**Assassinat de Melchior Ndadaye
20 ans après...**

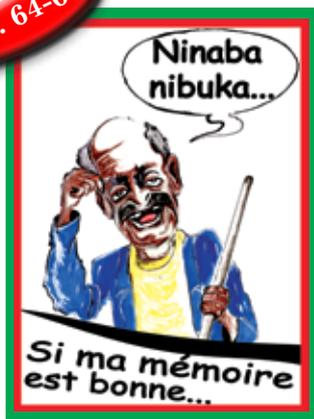
**Témoignages
inédits**

p. 38-59

LITTERATURE

p. 60-63

p. 64-67



EDITORIAL

**Ntega -
Marangara :
la rupture**



Par Antoine Kaburahe

Notre histoire est jalonnée de dates marquées en lettres de sang : 1965, 1969, 1972, 1988, 1993... Dans cette édition, comme nous l'avons déjà fait par le passé, avec notamment un numéro spécial sur 1972, et comme nous le ferons pour d'autres moments clés de notre histoire récente, nous revisitons ce tournant qui débute dans ces deux communes du nord du pays qui vont accéder pour un temps à la notoriété internationale. Car Ntega-Marangara a bien été un tournant. En effet, en raison de leur ampleur, les massacres interethniques qui s'y déroulèrent ont été un signal d'alarme -heureusement compris- que des conflits plus larges étaient potentiellement possibles. Pierre Buyoya s'est alors lancé dans une politique hardie d'ouverture par rapport à la gestion passée.

Par le rappel des faits, à travers les témoignages de quelques acteurs, nous voulons donner quelques clés pour comprendre comment la tragédie de Ntega-Marangara est devenue le point de départ d'un long processus de transition politique.

L'enseignement essentiel de l'enquête menée à Ntega et Marangara est que les souvenirs sont toujours là, rien n'est oublié, et ce sont les jeunes qui sont devenus les dépositaires des codes de conduite à suivre vis-à-vis des voisins voire des "ennemis". Cela est grave et ce n'est pas le fait de cohabiter dans un quasi parti unique qui génère de la réconciliation, pas même l'oubli.

Ce constat interpelle les autorités politiques et morales, le clivage ethnique est toujours là, sous-jacent, et il faut des gestes, voire une politique qui permettent aux jeunes générations d'accéder au moins à des vérités assumées et dites localement sur les drames passés, et exposées publiquement dans leur diversité.

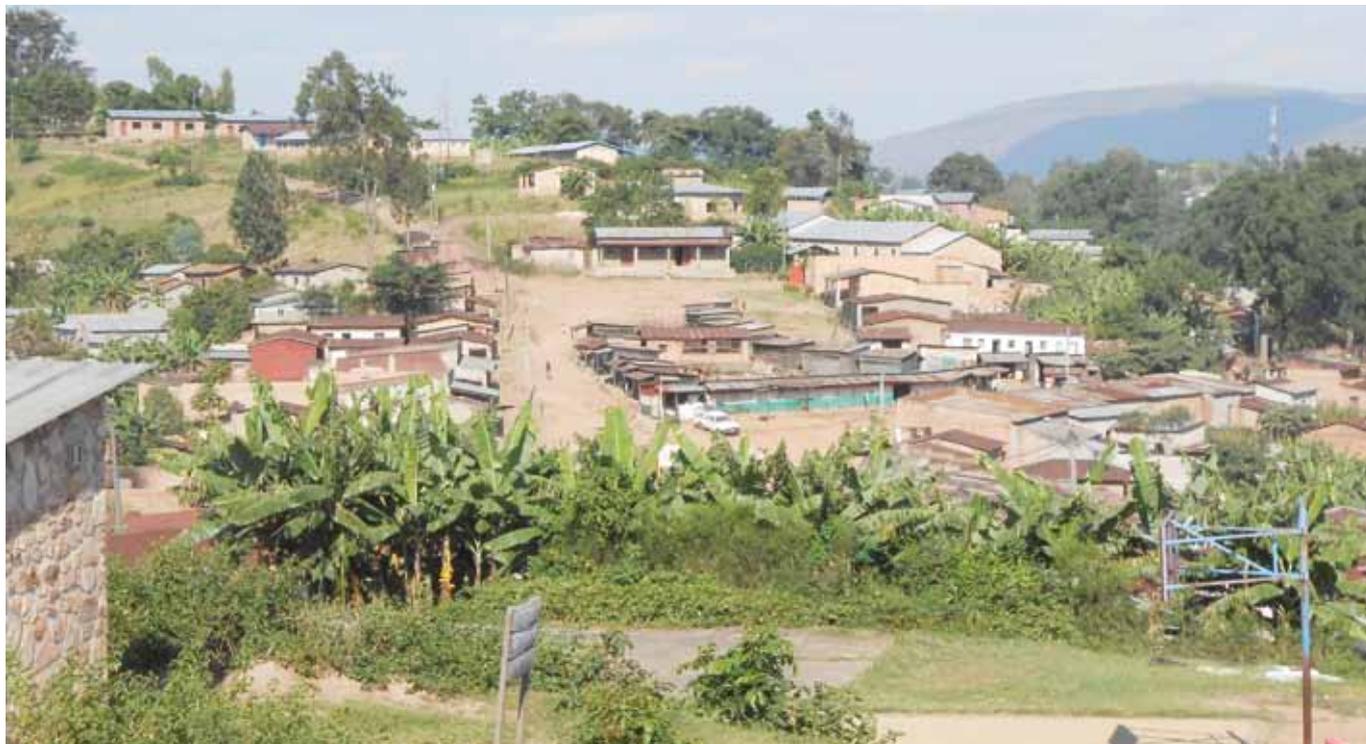
Tel est le message que voudrait transmettre ce numéro dans lequel quelques uns des acteurs ou témoins directs ont bien voulu s'exprimer en revenant sur la rupture de Ntega-Marangara. C'est notre modeste contribution à ce devoir de mémoire.

Je les remercie donc tous de bien avoir voulu livrer ici leur témoignage et leur vérité sans prétendre pour autant qu'elle est exclusive. ■

Ntega-Marangara

Une tragédie qui ouvre une dynamique de paix

Par André Guichaoua



Au chef-lieu de la commune Ntega

Il y a 25 ans, la crise d'août 1988 qui éclata dans les deux communes de Ntega et de Marangara au nord du pays a constitué un tournant majeur dans l'histoire du Burundi indépendant. Son importance ne tient pas tant à son ampleur ou à sa portée au regard d'autres dates et événements politiques bien plus décisifs, elle ressort des bouleversements en chaîne qu'elle induisit progressivement. Elle fut le point de départ d'une rupture multiforme avec les lourds héritages qui, après la passation des pouvoirs à l'indépendance, avaient engendré les régimes de ségrégation ethnique dans la seconde moitié des années 1960.

En effet, de la même façon que les récits des réfugiés rwandais tutsi des années 1959-1966 avaient nourri les peurs des Burundais tutsi et compromis la stabilité des institutions nées de

l'indépendance, les rôles et les hantises s'inversèrent avec la monopolisation du pouvoir par les élites militaires tutsi, soucieuses de prévenir tout scénario à la rwandaise. Les tentatives de coup d'État de 1965, puis les délires sécuritaires du capitaine Michel Micombero, enfin et surtout, les dizaines de milliers de victimes hutu du génocide de 1972, et les centaines de milliers de rescapés en fuite dispersés dans l'ensemble de la région ancrèrent durablement la conviction au sein de la population hutu que l'armée épurée n'attendait que des occasions opportunes pour déclencher de nouveaux massacres. Ces craintes furent largement diffusées au Rwanda, où la résistance hutu burundaise tenta dès lors de s'organiser.

Avec l'instauration de la II^e République, le pays connut une accalmie. Sans affecter le

monopole du pouvoir par les élites tutsi, les velléités réformatrices et les thèmes développementistes du nouveau régime contribuèrent au relâchement des tensions.

Au regard des événements abordés dans ce numéro spécial, la période charnière – celle où se mettent en place les données des drames futurs et leurs protagonistes – se situe à la fin des années 1980. Le rétablissement d'un pouvoir stable en Ouganda (1986), la chute du régime de Jean-Baptiste Bagaza en pleine crispation autoritaire au Burundi (1987), le relâchement de la tutelle étatique centrale au Zaïre et l'affirmation de mouvements revendicatifs d'importance au Rwanda modifiaient sensiblement le climat politique régional.

Les ouvertures politiques concernèrent en premier lieu la question taboue des réfugiés, qui fut explicitement abordée dans l'Accord

sur la libre circulation des biens et des personnes au sein de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, signé en décembre 1985 entre le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. En Ouganda, 600 000 réfugiés dans les pays voisins purent réintégrer leur pays à partir de 1986. Presque tous les Zaïrois réfugiés dans les pays limitrophes purent rentrer dans leurs provinces d'origine.

Au Burundi, paradoxalement, ce furent les massacres interethniques qui se déroulèrent dans les deux communes du nord-est en août 1988 qui permirent de lancer simultanément et de manière très directe le débat sur le "dépassement des clivages ethniques" et la "démocratisation". La surprise causée par le déclenchement des affrontements et leur ampleur démontraient à l'évidence que des enchaînements *a priori* fortuits pouvaient dégénérer très rapidement en des conflagrations plus larges, où l'on retrouvait la plupart des caractéristiques et ressorts des crises passées.

Aussi bien à l'échelle régionale qu'internationale, ces affrontements connurent un grand retentissement et décidèrent le major Pierre Buyoya, qui venait de s'emparer du pouvoir, d'engager le pays dans la voie d'une ouverture politique contrôlée. En effet, cette rechute consacrait un double échec. Le premier, assurément le plus profond, concernait le pari technocratique de dirigeants de la seconde République qui imaginaient que la "modernisation" rapide du pays, l'intégration régionale et l'ouverture sur le monde engendreraient de nouveaux comportements politiques et des rapports sociaux pacifiés. Or, au terme de deux décennies consacrées au



André Guichaoua, Professeur de Sociologie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste de l'Afrique orientale

développement, qui furent particulièrement fastes sur le plan de la conjoncture économique et bénéficièrent du large soutien financier et politique des organismes internationaux et d'une multitude d'ONG, ce que l'on qualifiait d'"atavismes séculaires" et de "violence barbare" resurgissait. Le second échec, corollaire du premier, démontrait l'inanité de la politique de négation du "problème ethnique" et de rééducation autoritaire des masses hutu menée depuis dix ans par le régime du colonel Bagaza.

Après vingt ans de régimes militaires dirigés par des officiers tutsi tous originaires de la province de Bururi, les revendications en faveur d'une ouverture démocratique dénonçaient les politiques de captation des ressources par des groupes mono-ethniques et l'accroissement des inégalités. Plus profondément, elles mettaient en cause un ordre social et politique à base de marquages sociaux et de solidarités imposées (« clanisme, régionalisme, ethnisme »).

Les massacres ... permirent de lancer simultanément et de manière très directe le débat sur le "dépassement des clivages ethniques"

Ressource politique déterminante des régimes au pouvoir pour assurer l'unité de leur camp ethnique et ressort essentiel de la solidarité obligée des dominés – qui ne pouvaient prendre le risque de trahir leurs appartenances –, l'ethnisme était toujours susceptible d'être réactivé pour des raisons politiques, économiques, sociales majeures ou au service d'enjeux ou de situations anodins. En effet, dans un environnement très sensible, toute allusion ou manifestation susceptible de prendre une connotation ethnique pouvait déclencher instantanément le "mauvais œil" entre voisins, collègues, coreligionnaires... des deux ethnies, que ce soit sur les marchés, dans les bars, sur le lieu de travail ou dans les églises, et déborder en tensions ou affrontements ouverts, en chasses organisées ou en tueries. C'est ce qui advint à nouveau à Ntega et à Marangara en août 1988.

Mais la rupture qui intervint alors résida dans la double volonté des autorités et de la très grande majorité des populations de refuser la fatalité de l'enchaînement des violences. Rétablir au plus vite la sécurité des personnes, rapatrier avant que des conduites ne se transforment en réflexes politiques et des situations précaires ne se consolident, reconstruire, tels furent les mots d'ordre qui s'imposèrent.

Quelques semaines après, les autorités procédèrent à l'installation de la Commission sur l'Unité nationale le 5 octobre, à la nomination du gouvernement à parité le 18 octobre, puis vint le multipartisme et les élections démocratiques... La tragédie de Ntega-Marangara devenait le point de départ d'un processus de transition politique dont deux caractéristiques demeurent essentielles : l'obligation d'assumer les peurs et traumatismes ethniques dont avait hérité tout un peuple, et de l'autre l'émergence de nouvelles élites sur lesquelles reposent désormais l'avenir du pays. ■

Retour sur les lieux

Par Armel Gilbert Bukeyeneza

La nuit du 14 au 15 août 1988 fût fatale pour les communes Ntega (Kirundo) et Marangara (Ngozi). Une crise ethnique suivie d'une hécatombe sans précédent frappa ces deux localités. Plus 5 000 vies humaines (selon les autorités), plus vraisemblablement 20 000, selon d'autres sources¹ périrent. Vingt-cinq ans après la tragédie, la population garde la mémoire fraîche des événements. Les affres de la catastrophe se font toujours sentir. Les plaies sont loin de se cicatriser. La peur, le regret, le vide qu'ont laissées les vies disparues, hantent toujours les esprits. Les témoignages recueillis sur place, de part et d'autre, en disent plus.

Malgré les divergences de tous bords, toutes les voix qui se sont fait entendre, des deux communes, toutes ethnies confondues, à quelques exceptions près, se rejoignent sur un nom quant au déclenchement de la crise : Révérien Harushingoro. « *Un tutsi de la colline Ntega, commerçant de renom et menant une vie aisée. Il détenait plusieurs véhicules* ». Hélas, lui et toute sa famille moururent dans ce même carnage. (Nous y reviendrons).

Au chef-lieu de la commune Ntega, à quelques centaines de mètres du marché, se trouve la maison qu'habitait R. Harushingoro. Malgré un quart de siècle qui vient de s'écouler, le look du bâtiment garde toujours son prestige. Aujourd'hui, la demeure abrite un autre résident : Edouard Manibishatse. Quarante-cinq ans, tutsi, il n'a aucun lien familial avec R. Harushingoro. « *Un simple locataire* », dit-il. Les frais de loyer, précise E. Manibishatse, sont perçus par la sœur de R.

Harushingoro qui habite non loin de la maison de son frère défunt.

Août 1988. Manibishatse a presque tout vu, vécu et enduré. Jeune de 20 ans, élève en 9^{ème} au Lycée Don Bosco de Ngozi, la crise explose alors qu'il est en vacances d'été sur la colline Gisitwe chez sa grand-mère, l'une des localités les plus touchées. Assis dans son salon, Manibishatse raconte sa traversée de cette période sombre de sa vie.

Son récit



Ce qui était le domicile de Révérien Harushingoro, où vit actuellement Edouard Manibishatse et sa famille.

Colline Gisitwe. Samedi 13 août, soir. Des rumeurs coulent à l'alcure du vent sur une éventuelle attaque. Des signes avant-coureurs se multiplient. Des tracts de menace sont retrouvés devant certains ménages des Tutsi. « *Mon père, Bernard Miburo, qui*

habitait la colline Mihigo, n'est pas non plus épargné ». Au cours de la journée, il voit un groupe d'homme, excités et armés, passer sur la colline Gisitwe. La nuit, une attaque surgit sur la colline Mihigo, chez son père. « *Ce sont les Hutu que j'ai vus escalader*

Gisitwe qui lancent l'assaut ». Son père échappe de justesse par une petite issue dérobée, derrière la maison, et se rend au chef-lieu de la commune Ntega pour informer les autorités communales de cette attaque. Manibishatse, son fils, le rejoint le lendemain matin,

le dimanche 14 août. Il décide de ne plus retourner à Gisitwe. Pourtant, la journée est calme. La vie semble suivre son cours normal. Les fidèles se rendent à la messe comme à l'accoutumée. Mais la peur a déjà gagné les âmes. Le soir, vers la tombée de la nuit, Manibishatse apprend qu'un militaire, du nom de Karenzo connu pour être un pilote d'avion, vient d'être pris dans une embuscade tendue par un groupe de Hutu armés de machettes et de gourdins sur la localité appelée Mwendo. La victime est blessée et est vite acheminée à l'hôpital. Le même soir, un véhicule militaire est aperçu. Arrivé à Mihigo, tout près du centre Ntega, il essuie des jets de pierres et rebrousse chemin.



Edouard Manibishatse : « Tout a commencé avec l'attaque des Hutu chez Révérien Harushingoro »



Nicodème Ndahabonyimana : « J'ai failli être tué à cause de ma femme tutsi »

Lundi 15 août au matin. Le climat s'alourdit. Le domicile de Révérien Harushingoro est encerclé par une foule immense de Hutu zélée et armée de machettes, de pierres, de gourdins et de lances. Les assaillants tentent de pénétrer à

l'intérieur de son domicile sans succès. Des pierres, des coups de gourdin, tout y est pour terroriser Harushingoro. Effrayés par le bruit assourdissant des échauffourées, Manibishatse et ses compagnons, logés tout près du lieu d'attaque, s'enfuient et

tentent de gagner le chef-lieu de la province Kirundo. A quelque distance, à Monge, ils sont interceptés par un groupe d'hommes armés. Manibishatse reconnaît des visages. Sur le champ, sans beaucoup de discussion, l'un d'eux encaisse un coup de gourdin sur le dos et perd conscience. Des étincelles partout ! Il est déjà par terre. Voyant le sort de leur ami, en état comateux, les fugitifs arrêtés, fuient tout azimut. Manibishatse se retrouve seul dans un champ de bananeraie. Il y passe trois jours sans bouger. Pas de nourriture ni de quoi boire. Il faut tenir. Au troisième jour, une terrible explosion, « d'une bombe paraît-il », se fait entendre. La déflagration marque l'arrivée des militaires et contraint la majorité de la population, de toutes ethnies, à l'exil. Sentant qu'il est seul et qu'il risque de succomber à la famine, Manibishatse prend courage, sort de sa cachette, se dirige au chef-lieu de la commune Ntega. Sur son chemin, des militaires viennent à sa rencontre. Ceux-ci l'interrogent, le sondent, le scrutent puis l'escortent jusqu'au camp des déplacés installé en contrebas des bureaux de la commune. A son arrivée, les personnes avec qui il avait pris fuite l'aperçoivent et lui annoncent des mauvaises nouvelles : Révérien Harushingoro et sa famille ont été décimés lundi matin. Leur compagnon, frappé dans le dos avant la débandade, n'a pas survécu non plus.

Et la tragédie s'exporte à Marangara

En moins de trois jours, la commune Marangara, voisine de Ntega, est, elle aussi, à feu et à sang. Là aussi, vingt-cinq ans après, les traces de ce passé douloureux subsistent. Parmi les survivants: Nicodème Ndahabonyimana. Hutu, sa femme est tutsi. Cela lui coûta cher auprès des Hutu « décidés d'exterminer les tutsi ». En août 1988, il dirige le secteur Bisiga, composé des deux collines Bisiga et Kagoti. Toutefois, sa prise de position contre cette barbarie, malgré cela orchestrée par ses « frères » hutu, lui vaudra une décoration par le président Pierre Buyoya quelques mois plus tard.



Enterrement des victimes dans des fosses communes dans la foulée des événements.

Témoignage (les dates exactes lui échappent) :

Le mauvais climat qui règne à Ntega est sur toutes les lèvres à Marangara. Une information, toute fraîche, circule : un Tutsi, du nom de Nkungugu, vient d'être arrêté par des Hutu sur la colline Bugorora (en commune Ntega mais frontalière à Marangara). Ils l'ont mis à genoux. La population du secteur Bisiga s'empresse pour aller voir ce qui se passe. Nicodème Ndahabonyimana, chef dudit secteur, s'interpose malgré les risques et la majorité de ceux qui ont reçu son message, obtempère. Dans la foulée, des nouvelles de Ntega arrivent en cascade: « *La population de Ntega s'est enflammée avec un seul message dans les rues : « Ya nda yavutse ! » (Enfin ! On vient d'accoucher !)*. Les tambours résonnent partout. Ndahabonyimana, désespéré, prend son vélo et se décide d'aller voir le chef de colline Kagoti, tout près de la rivière Kanyaru.

Arrivé sur les lieux, il trouve un groupe de Tutsi, hommes, femmes, vieux, enfants, ... tous arrêtés par des Hutu. Il pressent que leur fin est proche. Il intervient et exige que tous soient libérés. L'ordre porte. Ndahabonyimana continue alors son chemin vers la sous-colline Gashubi. En cours



Un camion militaire qui vient au secours des déplacés

de route, des passants l'avertissent de ne pas franchir la sous-colline Nyarunazi : des Hutu sont drogués et armés. Seule la mort l'attend car Ndahabonyimana serait l'unique Hutu qui soutient les Tutsi. La preuve : sa femme est également tutsi. Bref, dit-il, sa « faute »: « yarihutuye » (Il n'est plus hutu). Il fait demi-tour. Arrivé à

Masama, il traîne un petit moment et partage un verre avec les résidents. Il en profite pour apaiser les esprits de ses administrés.

La journée se termine sans incident. Aucun bain de sang ! Le lendemain, la situation évolue. Nouvelle de la matinée : les massacres à grande échelle des Tutsi font rage à Ntega. La population de Marangara, spécialement du secteur Bisiga, fait bloc. Objectif : aller à la frontière avec Ntega pour éviter la contagion. Des Tutsi de Ntega succombent aux tirs de flèches sous leurs yeux. Effrayé, Ndahabonyimana, demande aux habitants du secteur Bisiga de regagner leurs collines. Une réunion d'urgence se tient pour convenir du comportement à adopter. Mots d'ordre: « *que personne ne bouge. Surtout ne pas aller à Ntega. Il faut à tout prix protéger notre secteur Bisiga* ». Message reçu ! Pendant la nuit, la sécurité est de mise. Des rondes partout. Le lendemain, la situation change à nouveau. Un Tutsi, du nom de Banani qui habite la sous-colline Bisiga, est porté disparu. Sa vache est également attrapée pour périr sur l'épée. Banani, lui, est retrouvé mort à Kagoti. Sous le choc de la nouvelle, Ndahabonyimana avec l'un de ses chefs de colline se rendent au domicile de la victime. Arrivés sur place, les voisins hutu de Banani refusent carrément de parler. Aucune réponse sur les questions du chef



Certaines victimes sont vite acheminées à l'hôpital

de secteur sauf une seule femme qui ose souffler aux oreilles de Ndahabonyimana que Banani a été tué. « *Ma colline est déjà embrasée* », comprit-il. Sur le champ, un groupe d'hommes hutu, en provenance de Kagoti, s'approche. Parmi eux, un jeune garçon qui porte une robe maculée de sang. Leur cible première : le chef de secteur. « *Il est toujours le seul qui continue à protéger les tutsi* », disent-ils. Il en est vite informé et se retranche. A leur arrivée, la population les menace de les combattre s'ils s'en prennent au chef du secteur, et ils s'en vont. Au même moment, les Tutsi de Kagoti, que Ndahabonyimana avait faits libérer la veille, sont à nouveau arrêtés et certains d'entre eux sont déjà morts.

Le troisième jour, les Hutu de Ntega envahissent Marangara. Sons des trompettes, des tambours, des sifflements, ... marquent leur venue. Le groupe d'attaque escalade colline après colline. L'assaut doit commencer au centre Marangara, au chef-lieu de la commune. L'endroit abrite des Tutsi burundais et rwandais. Quelques heures après, les assaillants repartent désarmés, furieux et dépités. Ils se sont heurté à des militaires et ont essuyé des rafales. Certains d'entre eux décident de gagner le chemin d'exil vers le Rwanda.

L'intervention de l'armée

Le lendemain, la quatrième journée, un hélicoptère civil, de couleur blanche, survole Marangara. Il s'agit apparemment de hautes autorités. Ndahabonyimana ignore leurs identités. « *Quand l'engin arrive sur Ntega, la population allume un feu dévorant d'herbes séchées. L'avion, qui survolait à basse altitude, est contraint d'esquiver l'épais nuage de fumée et quitte la localité* ». Mais un autre hélicoptère, cette fois-ci militaire, arrive et signe le début du calvaire de tous ceux qui n'ont pas encore vidés les lieux. « *Tout ce qui est jugé danger potentiel, aperçu dans la ligne de mire de l'hélico, est éliminé. Les plus visées sont des personnes regroupées* ». Un homme de la colline Kirungu tente de se défendre en répliquant par un tir de flèche.

Petit à petit, les combats se calment. Et un mouvement d'exil de masse commence.

Certains se dirigent au chef-lieu de la commune Marangara. D'autres au siège de la zone Giheta. Et la plus grande partie traverse la Kanyaru. Ndahabonyimana, chef de secteur Bisiga, se retrouve seul face à un dilemme : Il ne peut pas aller au Rwanda. Accusé d'être protutsi, il craint un règlement de compte des exilés hutu. Aller à la commune Marangara, fief des militaires, n'est pas non plus chose facile. Il n'a pas oublié qu'il est Hutu, ethnique de ceux qui viennent de commettre l'irréparable. Avec son épouse, ils décident d'aller à Nyagatovu en commune Vumbi (Kirundo) où ils séjournent trois jours avant de regagner leur domicile. Pillages et arrestations arbitraires des Hutu battent le plein sur la colline Kagoti. Deux émissaires, des déplacés tutsi envoyés par les militaires, en provenance du centre Marangara, arrivent à Bisiga. Ils viennent s'enquérir de la situation pour voir s'il y a lieu d'envisager une éventuelle intervention armée. Malgré l'appréciation favorable pour le rôle joué par son chef, les Forces Armées entament une patrouille dans toute la commune. Une opération qui sera fatale pour la population locale : Les militaires procèdent à une dure répression sur leur chemin. La colline Bisiga, reconnue pour n'avoir pas tenu des réunions nocturnes de préparation des massacres, est la seule qui est épargnée. De nombreux Hutu, n'ayant pas encore fui, sont tués.

Pour Ndahabonyimana, qui est toujours à son domicile, la menace des Hutu devient de plus en plus forte. Il faut se mettre à l'abri. Mais aucun endroit ne le rassure. Il prend le risque d'aller au chef-lieu de la commune Marangara, où sont installés les militaires. Ces derniers ne l'accueillent pas très chaleureusement et le soupçonnent de faire partie des bourreaux. Mais la fermeté qu'il a manifesté face aux tueurs hutu a déjà marqué les esprits. Ceux qui le reconnaissent se jettent à son cou.

« **Pour ces militaires, c'est dent pour dent, œil pour œil. Ils ne veulent qu'une chose : les tuer** »

« **Tout ce qui est jugé danger potentiel, aperçu dans la ligne de mire de l'hélico, est éliminé. Les plus visées sont des personnes regroupées** »

L'administrateur, qui est également sur place, intervient et Ndahabonyimana bénéficie de tous les honneurs. Il est le héros de la crise. Mais, le numéro un communal lui conseille de déguerpir. Quoiqu'il a bien agité, sa présence n'est pas du goût de tout le monde, et surtout parmi les militaires. Ndahabonyimana prend de nouveau la route

vers le chef-lieu de zone. Le voyage est rude et risqué. Il est seul à sillonner les routes qui serpentent la localité. A son arrivée, le scénario de Marangara se réédite. Il tombe sur une poignée de militaires qui s'étonnent de voir un homme, hutu, qui marche seul, la tête haute. Ils l'interrogent puis l'embarquent dans leur véhicule pour aller traquer les Hutu connus pour avoir participé aux massacres. Kinyoni (qui faisait partie des bourreaux de Kagoti), et trois autres hommes sont vite arrêtés. « *Pour ces militaires, c'est dent pour dent, œil pour œil. Ils ne veulent qu'une chose : les tuer* ». Ndahabonyimana plaide pour qu'ils soient épargnés. Les quatre sont passés à tabac avant d'être relâchés. Peine perdue, Kinyoni n'hésitera pas toutefois, à son retour, de racketter un voisin de sa chèvre qui finit par être abattue. Kinyoni risque le pire s'il est ramené auprès des militaires. L'incident est donc camouflé. Dans l'entretemps, la situation se normalise peu à peu. Des jours, des semaines et des mois passent. La population regagne petit à petit les collines. La plupart des chefs de secteur a fui. D'autres ne sont plus. Mais pour Ndahabonyimana, l'occupation ne manque pas. Il enregistre tous les déplacés et rapatriés de son secteur qui rentrent. Mais certains, majoritairement hutu, sont contraints de reprendre le chemin de l'exil, cédant aux intimidations d'une probable vengeance.

Été 1989. L'héroïsme et la bravoure de Ndahabonyimana sont récompensés. A Mihigo, en commune Ntega, il est décoré en public par le président Pierre Buyoya. Il reçoit une médaille, « en or », dit-il. Un souvenir de ce passé dont il garde toujours les empreintes. Mais, hélas, la médaille sera volée lors de la crise de 1993. Qu'importe ? « *La vraie médaille je la porte dans mon cœur* », dira-t-il. ■

(1) : J.P. Chrétien, André Guichaoua, G. Le Jeune, La crise d'août 1988 au Burundi, Editions AFERA, Paris, 1989, page 32.

Pourquoi les massacres ?

Les Hutu : « Il fallait éviter 1972 »

Que s'est-il réellement passé la nuit du 14 au 15 août ? Qui a fait quoi ? Comment ? Pourquoi ? Les témoignages recueillis donnent tout un éventail de versions. La plupart des Hutu interrogés est loin d'être unanime sur le déroulement des événements encore moins sur l'élément déclencheur. Mais par-dessus tout, ils s'accordent sur la raison d'être, si elle en est une, de tous ces massacres : il fallait éviter que 1972 se répète. De ce fait, tout ce qui s'est passé est, selon eux, est compréhensible. Quant au déclenchement du carnage au domicile de Révérien Harushingoro, leur assaut est perçu comme une légitime défense : « *Harushingoro détenait des armes. Il avait même acheté plus de milles cordes destinées à ligoter les Hutu. Ces derniers étaient au courant. Le 14 août, il a tiré sur des personnes en pleine fête de mariage. Les Hutu sentant que 1972 allait recommencer, ils ont décidé de ne pas de se laisser raser comme avant, et ont pris le devant* », expliquent-ils.

L'hypothèse de légitime défense est corroborée par un autre témoignage d'un Hutu : celui de Severin Karikurubu, habitant de

la colline Kagaga en commune Ntega. Actuellement âgé de 64 ans et père de neuf enfants, il intègre le mouvement Palipehutu, sur la sellette dans cette crise, trois ans après, soit en 1991, selon ses dires. Prenant avant tout son recul dans le temps, il s'écarte de la version « générale » avancée ci-dessus, et explique autrement l'éclatement de la crise :

Août 1988. Karikurubu est catéchiste à la paroisse Ntega dirigée par un père tutsi. Pour lui, la crise qui secoue sa commune est loin d'être un fruit du hasard. Les avant-gardes sont là. Ils sont nombreux. Il faut remonter deux ans avant pour y voir clair. En 1986, la tension est déjà palpable entre les ethnies. La guerre des nerfs est déjà au rendez-vous. Si les Hutu dorment à la belle étoile aujourd'hui craignant d'être surpris en plein sommeil par les Tutsi, c'est le tour de ces derniers de passer la nuit en brousse le lendemain. La situation perdure. L'administrateur, du nom de Rukerandanga, tente en vain de calmer la situation en tenant des réunions de sécurité. Au cours de la même année, un incident « grave » survient et aggrave la

situation : en pleine réunion des coopératives envers la population, au chef-lieu de la commune Ntega, une explosion - dont Karikurubu dit ne pas connaître l'origine - se fait entendre. Les participants, cherchant à se sauver, battent en retraite. Des fracturés, des blessés, des hommes qui abandonnent leurs vélos, ... Les casses sont innombrables. Le fossé du clivage ethnique se creuse davantage. Certains Hutu interprètent ainsi ce qui vient de se passer : « *c'est Révérien Harushingoro, qui ne veut que l'élimination de tous les Hutu, qui vient de tirer avec son fusil* ». La suspicion continue à régner mais aucun incident majeur ne survient.

Début 1988, le gouverneur de Ngozi tient une réunion de sécurité en commune Ntega. Un discours, « bizarre », selon Karikurubu, y est prononcé : le numéro un provincial annonce que la commune regorge de fumeurs de chanvres qu'il faut vite arrêter. Des mesures « sécuritaires » y sont même prises : « *Tout le monde doit désormais être à son domicile au plus tard 18h. Toute personne ayant un outil de travail : houe, machette, ..., n'est pas autorisé*



La population de Ntega venue accueillir le président P.Buyoya

d'entrer en cabaret avant que cet outil ne soit déposé à la maison ». L'identité de ces « drogués » n'est pas dévoilée. Mais la déclaration crée des remous voire de la peur au sein de la population, spécifiquement hutu. Quelques mois après, des rencontres, en catimini, se tiennent sur différentes collines, notamment à Monge, pour

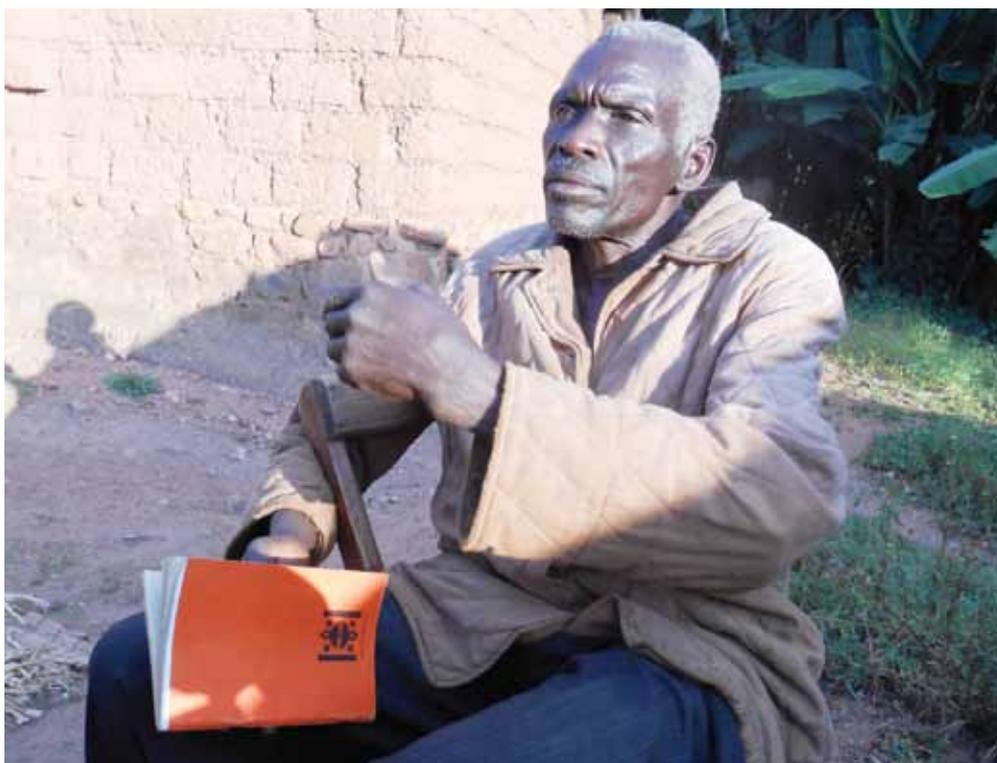
alerter l'opinion sur une réédition de 1972 qui se prépare. La population est appelée à faire des rondes nocturnes. Dans la commune voisine Marangara, des Hutu, majoritairement des femmes et des enfants, s'exilent en masse vers le Rwanda. L'administrateur leur rend visite pour les persuader de revenir mais ceux-ci refusent

catégoriquement. Pourtant, à leur retour, au lieu de regagner Marangara, ils se dirigent vers Ntega. Un premier mouvement de rapatriement est observé mercredi 10 août et se poursuit jusqu'au dimanche 14 août, la veille des massacres.

Pour Karikurubu, voici comment la journée du 14 au 15 août a été vécue

Dimanche 14 août à la paroisse Ntega. La messe est célébrée par un prêtre invité. Dans son homélie, il amène le sujet qui « dérange » : la tension entre les ethnies qui n'en finit pas : « *ce n'est que l'arbre qui cache la forêt* », prêche-t-il. Et le risque de voir le pire arriver a atteint son paroxysme : « *Je sens que c'est, peut-être, la dernière fois que je vois certains visages ici présents. Je le remarque même dans vos regards. Quand je reviendrai, certains d'entre vous seront déjà morts* ». A la sortie, les camps se démarquent. Des groupuscules s'observent partout. Un Hutu ne peut plus parler à son ami tutsi et vice-versa. Les Hutu dans un bar à gauche. Les Tutsi dans un autre à droite. Pour certains, il s'agit d'un dernier verre de leur vie.

Vers 16h, Révérien Harushingoro sort un communiqué selon lequel tous ses créanciers doivent se présenter le lendemain matin chez lui pour encaisser leur dû. A la surprise générale, quelques dizaines de minutes après la sortie du fameux communiqué, trois véhicules apparaissent. Le premier qui est de couleur blanche, de marque Range Rover, plaque de l'armée, tandis que les deux autres sont conduits par Gérard Niyibigira, ministre du Plan, et un certain Balthazar (actuellement avocat du gouvernement, affirme Karikurubu). Leur passage, suspect au sein de la population, inquiète. En moins d'une heure, le



Séverin Karikurubu : « La crise a été déclenchée par les militaires qui ont tiré la nuit du 14 août 1988 »

centre est totalement délogé. Les militaires, venus à bord du Range Rover, s'y positionnent un à un, dans différents coins.

19h. Karikurubu est invité par son voisin pour partager un verre et le souper. Mais la fête est gâchée. Ni la bière, ni le repas ne sont pris. Des rafales, « *tirés par ces militaires* », se font entendre. La population y répond par des cris, battant des tambours, scandant des slogans évoquant 1972. Le lendemain matin, une partie de la population hutu opte pour l'exil, tandis qu'une autre, refusant de périr comme en 1972, retrousse les manches pour se battre. « *La suite est connue...* »

Les Tutsi pourtant unanimes

Il n'y a pas deux ou trois versions des faits. S'estimant victimes de la crise, n'ayant donc pas grand-chose à se reprocher, les Tutsi interrogés considèrent une et une seule version : celle d'un plan macabre, concocté par les Hutu, de les éliminer tous. Quant à la date du 14 au 15 août qui ne fait pas l'unanimité, Edouard Manibishatse, qui habite désormais la maison de Révérien Harushingoro, est direct : « *Harushingoro n'a fait que se défendre. Il était débordé. Il voyait qu'il allait mourir. Il a sorti son arme et a tiré juste pour sauver sa peau quoiqu'il ne l'a pas pu* ».

Toujours deux ethnies...deux versions...25 ans après

Le fossé reste énorme. Interviewer les quadragénaires de Ntega et Marangara, hutu, c'est la mission la plus difficile. L'une des raisons: ceux qui ont quarante ans révolus aujourd'hui avaient entre 15 et 25 ans en 1988. Bref, âge actif pour le front. Faisant partie de l'ethnie mise en cause quant à son rôle dans ces massacres, ces adolescents de 1988 ne laissent filtrer aucun commentaire sur ce qui s'est passé. Seuls les vieux, hutu, qui, visiblement

vivent leurs dernières années, brisent la loi du silence. Pour anecdote, sur la colline Gisitwe, en commune Ntega, un homme, hutu, quadragénaire a juré, la main sur le cœur, qu'en 1988 il n'était qu'un gosse qui bavait sur le dos de sa maman. Air de dire : « Ne me demandez rien ! ».

Par contre, quoiqu'ils ne trouvent pas grand-chose à dire sur l'intervention de l'armée, les Tutsi, s'estimant victimes de la crise, s'expriment avec assurance.

Autre fait troublant : les faits semblent se transmettre entre génération en deux versions : une, tutsi, selon laquelle des « sauvages hutu » se sont déchaînés, froidement, sur des « innocents tutsi ». Contre une autre version hutu, défensive : les Tutsi voulaient liquider les Hutu comme ils l'ont fait en 1972. « Nous avons pris le devant pour se défendre plutôt que mourir bras croisé ».

Ces hutu qui ont osé !

Qui n'en a jamais entendu parler ? La lettre des vingt-sept intellectuels hutu, adressée au président Pierre Buyoya, une semaine après les massacres, soit le 22 août 1988.

Parmi ses signataires, « téméraires », Salvator Sunzu. En 1988, il est journaliste à la Radio Télévision Nationale du Burundi. Comme par coïncidence, témoigne-t-il, il accompagne le président Pierre Buyoya à Brazzaville à la veille des massacres de Ntega et Marangara. Au retour, reconnaît toujours M. Sunzu, la situation lui est totalement confuse. Il résout d'aller rendre visite ses amis hutu, au quartier Nkakabiga, « un cercle qui se connaissait très bien ». « Au regard de la situation, nous avons senti que quelque chose urgeait ». Mais quoi ? Déo Hakizimana a eu le flair : il faut écrire. Une lettre, à présenter au président Pierre Buyoya, était déjà prête et n'attendait que quelques signatures. Ouf ! Sunzu ne se posa pas de question et apposa le sien.

Plus un cri de désespoir qu'une simple lettre

Déo Hakizimana, à l'époque journaliste au Renouveau, élucidera plus tard, dans ses publications en ligne, les circonstances de rédaction de la correspondance: « Dans un salon emprunté à un ami résidant du quartier Kamenge, au nord de la capitale Bujumbura, je rédigeais à la va vite une lettre, que nous devrions adresser au major Président Pierre Buyoya,



Salvator Sunzu : « La situation était confuse...il fallait faire quelque chose »

également Président du Comité Militaire de Salut National (CMSN) ». Et pourquoi avoir pris un tel risque ? Certains extraits de Déo Hakizimana l'expliquent: « Ma grande question, qui m'obsédait, était de savoir si on allait mourir comme en 1972... Je pense que je n'étais plus traumatisé par la mort imminente. J'étais torturé par une seule exigence : trouver un moyen de parler avant de mourir, pour au moins laisser des traces, que l'histoire retiendrait, afin que nos progénitures sachent que nous n'étions pas des lâches... » ■

Armel-Gilbert Bukeyenza

Lettre ouverte du 22 août 1988

Bujumbura, le 22 août 1988 « Excellence Monsieur le Président, Nous venons porter à votre connaissance la prise de position des hutu sur les événements qui sont en train de se dérouler au Burundi depuis le début du mois d'août. Nous nous attarderons ici à relever les contradictions que masque l'information officielle, légitimant ce que nous croyons être un nouveau « Plan Simbananiye » (génocide 1972). Certains d'entre nous avaient bien voulu l'exprimer samedi au cours des réunions du parti; mais comme les interventions étaient manifestement programmées à l'avance dans l'intention de consacrer l'attitude extrémiste tutsi dirigée en faveur d'un plan d'extermination qui transparaisait si clairement dans les idées et surtout dans la note finale dans toutes les localités de la capitale, nous nous trouvons dans l'obligation de résumer notre réaction à travers cette lettre ouverte, et nous osons espérer que vous y réserverez une bonne suite. Nous savons d'avance que ceci peut susciter des conséquences, puisque votre entourage risque d'y voir une justification des répressions que nous sentons venir: la radio vient de l'annoncer par des termes révélateurs, comme ceux entendus depuis dimanche, trahissant le principe même de la transparence que le régime évoque, et que le gouvernement vient de réaffirmer, alors que des hutu sont déjà massacrés sans procès. Avant d'entrer dans le vif de la question, nous demandons déjà à la Communauté internationale, en particulier les missions diplomatiques accréditées à Bujumbura, de suivre de près la situation. Nous tendons la main aux

pays voisins, à l'O.U.A., aux organismes du système des Nations Unies, à la Communauté internationale ainsi qu'aux différents organismes humanitaires... de suivre l'évolution des événements et d'intervenir si besoin pour éviter un massacre qui n'est plus caché.

Excellence Monsieur le Président,

Point n'est besoin de détailler le caractère préoccupant de la situation socio-économique difficile qui produit ce triste résultat. Les inégalités et les injustices sociales sont une réalité qui semble être cautionnée par le pouvoir en place dans le pays, en dépit des contestations incessantes des esprits progressistes et des promesses du discours politique. Il apparaît bien que les positions acquises depuis plus de vingt ans par la classe dirigeante doivent être sauvegardées, et tous les moyens sont devenus bons à cette fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal. Or, malheureusement, le Burundi, petit et pauvre, rend difficile le partage du gâteau qui s'amenuise de jour en jour. Cela n'est même plus possible à l'intérieur du groupe des dirigeants au pouvoir fussent-ils d'une même ethnie ou d'une même région. Lorsque cette contradiction, aujourd'hui matérialisée par l'enlisement des dossiers des anciens dignitaires du régime Bagaza coupables de crimes de haute trahison ou de détournements, entraîne une guerre froide entre les membres de l'ethnie dirigeante, il se trouve toujours un moyen de chercher les raisons ailleurs et de désigner des cibles. Comme en 1972, après le procès surprise des hommes de Muramvya, la communauté hutu devient «l'ennemi de la Nation»; il faut la décapiter pour rétablir le dialogue tutsi menacé d'éclatement.

Le discours officiel se trouve, cependant, vite contredit par les faits.

1. Dans les événements de Marangara et Ntega, on parle de réfugiés hutu qui auraient entraîné d'autres à l'intérieur du pays à prendre des machettes et des lances pour massacrer les tutsi. Mais cela fait maintenant plus d'une semaine qu'on connaît les coupables, mais on n'a pas encore dit qui ils sont, comment ils s'appellent, d'où ils sont venus, les noms de ceux qui les aident, etc. Alors qu'on annonce l'ouverture prochaine des procès dans la transparence, on apprend

en même temps l'exécution sommaire des intellectuels hutu et on couvre la nouvelle de beaucoup de secrets alors que le mensonge surgit à la face du monde. Qui sera, par exemple, capable de montrer devant les barres Côte Bibonimana, ancien député, et depuis longtemps poursuivi pour avoir dénoncé les statistiques tribales du ministère de l'Éducation et qui vient d'être exécuté avec beaucoup d'autres?

2. On a vite conclu à une rébellion paysanne inspirée par des intellectuels hutu. Or d'après des informations convergentes, les événements qui ont commencé à Marangara au milieu de la première semaine du mois ont une grande explication qu'on n'a jamais dite à travers l'information diffusée par le pouvoir. On signale en effet la présence des militaires du 4ème Bataillon de Ngozi en manœuvres dans la localité sans avoir prévenu la population, erreur qui a été notée par les paysans lors d'une «campagne de pacification» et qui a été reconnue par un chef militaire qui a parlé d'un ordre reçu «du haut». Cela se passait plus de dix jours avant le début des massacres. L'histoire dira comment les événements ont dégénéré en conflits sanglants, se déplaçant de Marangara à Ntega pour finalement gagner les communes environnantes. L'information officielle le cache, mais il est sûr que l'avenir le démontrera.
3. Officiellement, on apprend depuis mercredi que le calme est revenu et que la situation est maîtrisée, mais le gouvernement instaure en même temps un couvre-feu sur tout le territoire national en priant la population de ne croire qu'à l'information de la Radio nationale. Et quand la presse internationale le dément, on reconnaît qu'il y a encore quelques affrontements! Oui, l'armée a provoqué des tensions; oui, la même armée a amené la répression dans les campagnes. Des camions ont évacué les familles tutsi de la région vers Ngozi pour les sécuriser, pendant que des blindés, appuyés par des hélicoptères s'attaquaient aux hutu. Les survivants sont parvenus à fuir vers le Rwanda, et il est curieux d'entendre

que les hutu exterminent les tutsi et se comptent en même temps en grand nombre parmi les réfugiés!

4. Comment expliquer que les militaires aient refusé d'intervenir au début desdits massacres alors que leur premier devoir est d'arrêter rapidement tout danger en empêchant toute progression? Il a fallu attendre quelques jours pour faire croire à la paix alors que les engins militaires se mettaient à l'action. Cette abstention nous semble être une légitimation de l'agression pour rééditer la répression de 1972. Un montage donc? Encore une fois, l'histoire le dira.

Excellence Monsieur le Président,

Dans cette situation, il est normal que la population soit maintenant sur le qui-vive et reste traumatisée par l'imminence d'un nouveau génocide. La presse nationale sait de quoi il s'agit quand elle dit que les «coupables directement ou indirectement liés» aux événements seront «sévèrement punis». Celui qui est né hutu, l'intellectuel en l'occurrence, ne se fait plus aucune illusion. Il semble que l'Armée tutsi veuille réussir ce que le ministère de l'Éducation voulait réaliser dans les écoles secondaires et à l'Université. C'est la scène qu'on a vue tout au long de la dernière année scolaire. Et c'est une bonne similitude de situation. En effet, on n'a pas encore oublié que les élèves et les étudiants tutsi ont participé à une campagne d'intimidation au niveau national. Les coupables sont connus. Les dossiers sont là. Mais, paradoxalement, ce sont les hutu, forcés de quitter les écoles, sous la menace des couteaux comme ce fut le cas à l'École Technique Secondaire d'art de Kamenge et des fusils à l'Université. De la même façon, le hutu va faire les frais des massacres actuels. Pourtant, quelques éléments tutsi progressistes et modérés ont souligné dans les réunions du Parti que le problème fondamental du Burundi actuel était essentiellement d'ordre politique et fondé sur les inégalités sociales; ils ont attiré l'attention du public que la classe dirigeante pourrait être plus responsable que d'autres dans cette affaire.

Excellence Monsieur le Président,

Nous aimons la paix. Contrairement à ce que l'aile extrémiste tutsi pourrait vous faire croire, seul moyen de maintenir sa

place dans l'arène du pouvoir, en perpétrant un génocide, nul hutu sensé ne rêve d'exterminer les tutsi. Bien au contraire! D'autant qu'il existe d'ailleurs des tutsi prêts à construire le pays avec les hutu, l'obstacle étant l'absence de dialogue. Maintenant, la situation dépasse la limite du tolérable. C'est pourquoi, Excellence Monsieur le Président, si vous visez l'objectif d'une paix durable au Burundi, nous

vous proposons les quelques solutions suivantes :

1. Suspendre les massacres et les arrestations arbitraires des hutu.

2. Désigner avant la fin de cette semaine une Commission nationale multiethnique et représentative chargée d'analyser sans complaisance les

mesures structurelles qui s'imposent pour éviter le pire.

Nous recommandons qu'on y adjoigne des observateurs extérieurs pour garantir la neutralité de la commission. 3. Voir dans quelle mesure les hutu peuvent être associés à la Défense et à la Direction politique de leur patrie. Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de notre considération très distinguée.»

Que sont devenus les 27 signataires ?

- Bampigira Lin, fonctionnaire au ministère des Finances en 1988. Situation actuelle : fonctionnaire à l'Office Burundais des Recettes (OBR)
 - Birabisha Didace, qui travaillait au ministère des Travaux publics au temps de la crise. Aujourd'hui, il preste au ministère de l'Energie et des mines.
 - Busabusa Radegonde, fonctionnaire à l'Union des Travailleurs Burundais (UTB) avant de se réfugier au Rwanda. Elle serait aujourd'hui militante dans la société civile.
 - Habonimana Aloys de Gonzague, assistant à la faculté d'Agronomie à l'Université du Burundi, il se fait arrêter après sa signature. Il vit actuellement en Suisse.
 - Hakizimana Déogratias, résidant aujourd'hui en Suisse, il est journaliste au Renouveau, correspondant à Gitega, quand la crise éclate.
 - Mbonabuca TERENCE, directeur de la Jeunesse au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, membre du comité central de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore, sa caution à la lettre lui coûtera son fauteuil. Il est actuellement directeur général au ministère de l'Intérieur.
 - Ndayakire TERENCE, décédé avec la guerre civile de 1993, il est employé d'Hydrobur en 1988, et parvient miraculeusement à être maintenu en fonction.
 - Ndikumana Léonce, aujourd'hui professeur d'Université à Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), il est arrêté en 1988 alors qu'il enseigne en agronomie à l'Université du Burundi.
 - Nibogora Oscar, actuellement employé à l'Université du Burundi, il est fonctionnaire aux archives, ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au temps de la crise. Il sera intercepté lors d'une tentative de passage de frontière vers le Zaïre (l'actuel RD Congo) à Cibitoke.
 - Nsabimana Audace, économiste au C.U.R.D.E.S. en 1988. Il s'exile vers le Rwanda après sa prise de position par rapport aux événements de Ntega et Marangara.
 - Nsanze Augustin, aujourd'hui conseiller principal à la Présidence de la République après avoir été ministre des Relations extérieures. Il est enseignant d'histoire à l'Université du Burundi au moment des massacres.
 - Ntabona Venant, vivant actuellement au Canada, il est bibliothécaire à l'Université du Burundi
- quand il appose sa signature à « la lettre des 27 ». Il est congédié, mais il reprendra son travail après.
- Ntarataze Daphrose, résidant aujourd'hui en Suisse, elle approuve la position de ses 26 camarades hutu alors qu'elle est 2^{ème} Secrétaire Nationale de l'Union des Femmes Burundaise (UFB), branche du parti Uprona. Elle finira, elle aussi, par prendre le chemin de l'exil vers le Rwanda.
 - Nyandwi Emmanuel, installé lui aussi en Suisse, il est enseignant au Bureau d'Education Rurale en 1988 avant de prendre le large, destination le Rwanda.
 - Sunzu Salvator, toujours journaliste à la Radio-Télévision Nationale Burundaise.
 - Bahati Constantin (installé aujourd'hui en Suisse), Katiyunguruza Gervais, Ndaruhutse Jérôme, Masabo Joseph-Martin, Ngendakumana Patrice, Niyonzima Alexandre, Nshimirimana Pasteur, Ntimpirantije Abel, Nyawenda Louis (actuellement fonctionnaire au Haut-Commissariat des Réfugiés au Burundi) et Nziya Zacharie : en 1988, ils sont tous des étudiants et sont suspendus par l'Université du Burundi après leurs signatures, avant que la plupart d'entre eux ne trouvent asile au Rwanda.

"Heureusement que l'Etat était présent, sinon..."

Par Pierre Buyoya : (extrait de son ouvrage : La marche vers la paix)

«**L**a première République (1966-1976) n'a pas pu prendre des mesures visant à résoudre ce problème ethnique. A leur tour, les autorités de la Deuxième République (1976-1987) ont pensé que le problème fondamental à la base des clivages entre Hutu et Tutsi était à situer dans le sous-développement économique. La population était invitée à faire table rase du passé et à se rassembler au sein du Parti-Etat. Les mots Hutu et Tutsi étaient bannis du langage politique. Cependant, la question ethnique continuait à hanter les esprits. Le pouvoir ne l'ignorait pas. Il tentait de l'aborder à sa façon et d'avancer sur le chemin de la réconciliation. Sur le plan politique et social, des actions concrètes destinées à apaiser les esprits ont été entreprises : la suppression de l'Ubugererwa et de l'Ubugabire, les appels pour le retour des réfugiés, la restitution des terres dans le cadre de ce que l'on a appelé la Commission Mandi. Dans le domaine économique, l'accent fut mis sur l'agriculture et l'élevage, l'aménagement d'infrastructures routières bitumées reliant entre elles les différentes provinces, la construction des infrastructures de santé, la multiplication des écoles tant au primaire qu'au secondaire, sans oublier l'accent porté sur l'enseignement supérieur.

Il faut reconnaître que même si l'ampleur de ces actions était limitée ; elles étaient considérées comme un pas non



négligeable vers la réconciliation. Elles n'ont pas produit les effets attendus dans la mesure où certains Hutu sous l'influence de la propagande ethniste les prenaient pour des initiatives unilatérales du pouvoir destinées à occulter le vrai problème ethnique. Ces politiques de développement n'ont pas eu d'impact dans le sens de l'apaisement de conflit ethnopolitique. Ce fut au cours de cette période que l'on a vu la naissance et le développement des mouvements de résistance hutu tel que PALIPEHUTU, UBU et TABARA. Ces mouvements inquiétaient et énervaient le pouvoir de Bujumbura. Ils ont été, par ailleurs, à la base des mauvaises relations entre le Rwanda et le Burundi ainsi que du conflit entre l'Etat et l'Eglise catholique accusée notamment de faire le jeu de la propagande ethniste à travers les réunions SAHWANYA.

La mobilisation ethniste enclenchée dès le début des années 80 a été à l'origine des événements de Ntega et Marangara .

C. Août 1988 : Les événements de Ntega et Marangara.

Août 1988, moins d'une année après mon accession au pouvoir, et après une décennie d'accalmie, survinrent des incidents sanglants dans les communes de Ntega, en province Kirundo et de Marangara, en province Ngozi. Depuis une année, le PALIPEHUTU n'arrêtait pas de diffuser toute une série de tracts soulevant la composante hutu contre l'Etat et contre la composante tutsi. Les messages ressassaient les injustices et les violences subies par les Hutu dans le passé et appelaient à la vengeance. Le caractère extrémiste de ces tracts qui mettaient dans le même sac tous les Tutsi apparaît nettement dans cet extrait:

Les Tutsi nous [en sous-entendant les Hutu] sucent le sang en attendant de nous supplicier. C'est avec l'argent récolté (le café) qu'ils paient les fusils et autres armes destinées à nous exterminer... Comment les Tutsi peuvent-ils avoir peur de la mort, alors que ce sont eux qui la provoquent ? Nous les Hutu, nous sommes habitués aux malheurs. Nous ne pouvons donc céder à ce chantage des Tutsi qui n'ont d'autre ambition que de boire la coupe de sang hutu et twa... Vous tous Hutu, vous tous Twa, vous devez vous réveiller parce que ce n'est pas le moment de dormir lorsque l'ennemi guette. Les Tutsi sont tellement habitués à maltraiter les Hutu qu'ils vont réclamer l'extradition des exilés dans les pays voisins pour les tuer. Le projet d'extermination des Hutu ne fait pas l'ombre d'un doute.

C'est dans ce contexte que, petit à petit, naît une suspicion entre les composantes ethniques hutu



Ces politiques de développement n'ont pas produit les effets attendus dans la mesure où certains Hutu sous l'influence de la propagande ethniste les prenaient pour des initiatives unilatérales du pouvoir destinées à occulter le vrai problème ethnique.



et tutsi dans ces deux communes limitrophes du Rwanda. On y assiste à une désobéissance civile prononcée sur fond ethnopolitique. Des paysans hutu contestent et exigent en même temps le départ des agents administratifs tutsi de leurs communes respectives, rejettent la présence des forces de l'ordre, contestent la circulation des véhicules gouvernementaux la nuit, prétextant qu'ils transporteraient des armes pour les Tutsi, etc. Bref, ils agitent le chiffon rouge de la crise de 1972 qui, faut-il le rappeler, fait froid au dos à tout Burundais en général et à tout Hutu en particulier.

Dans un climat aussi tendu que celui-là, la logique de la « prophétie auto-réalisante » (self-fulfilling prophecy) qu'évoque R. Lemarchand dans son ouvrage Rwanda and Burundi ne tarde pas à s'imposer. Une fois les esprits chauffés à blanc, les Hutu prennent les devants. Les mobilisateurs du PALIPEHUTU avaient, au départ du Rwanda, diffusé de faux plans d'extermination des Hutu par les Tutsi. Leurs officines de pensée avaient concocté une stratégie selon laquelle les comploteurs tutsi étaient composés, d'une part par des agents de l'administration communale et, d'autre part, par des militaires de leur province, qui viendraient, en temps opportun, renforcer ceux des garnisons voisines. On aura remarqué, au passage, que le « fléau » de 1972 constituait, en lui-même, un tremplin d'autant plus mobilisateur qu'il instrumentalisait, au cours des réunions nocturnes, la mémoire collective des affres de l'époque. Les stratégies qu'ils adoptaient étaient les



Le président Buyoya qui débarque sur Ntega

suivantes : appel à la destruction des ponts en vue de barrer la route à toute intervention des forces de l'ordre supposées mono-ethniquement tutsi, ordre de s'en prendre à d'innocents voisins tutsi, en commençant par l'élite locale (commerçants, agents administratifs, etc.), sous prétexte qu'il s'agissait là de complices, mise en œuvre de mots d'ordre dévastateurs. Toute une panoplie était déployée pour éviter la réédition de « 1972 ».

“ **En intervenant, les militaires distinguent difficilement les auteurs de trouble et la population civile innocente, surtout que l'armée n'arrive pas toujours dans le chaud des événements.** ”

Se rendant compte qu'ils ne pouvaient avoir le dessus sur les militaires, les auteurs des massacres se sont réfugiés au Rwanda. A partir de ce moment, on allait assister à la confusion inéluctable dans ce genre de « guerre civile ». En intervenant, les militaires distinguent difficilement les auteurs de trouble et la population civile innocente, surtout que l'armée n'arrive pas toujours dans le chaud des événements. Ainsi s'expliquent également les bavures et dérives commises par des militaires, pour des raisons de vengeance identitaire.

On pourrait, en définitive simplifier les faits, en disant qu'on a affaire à une interaction entre les propagandistes du PALIPEHUTU, une bonne frange de la population hutu fortement manipulée et mobilisée pour le massacre des voisins tutsi, une population innocente à la fois hutu et tutsi prise de court et dispersée dans différents points de cache, une intervention mettant aux prises forces de l'ordre et insurgés, une « pacification » comportant des « brebis galeuses » qui cèdent à la vindicte ethnique, etc.

Pour les nouvelles autorités à la tête de la Troisième République, cet enchevêtrement a été comme un coup de poignard dans le dos, mais aussi et surtout comme un avertissement. Bien que les tensions ethniques étaient perceptibles dans le pays, on ne s'attendait pas à ce que l'explosion se produise à ce moment et à une aussi grande échelle.

Heureusement, l'Etat était présent sinon des extrémismes de tout bord pouvaient se produire et occasionner beaucoup de dégâts. Les deux communes, Ntega et Marangara, furent détachées de l'administration provinciale et placées rapidement sous une administration spéciale : elles étaient dirigées par un commissaire chef de secteur. Celui-ci a su calmer les esprits et bien encadrer la population. En outre, l'armée est intervenue rapidement avant que la situation ne s'étende sur d'autres communes et la répression a été très limitée. Dès le 18 août 1988 déjà, des mesures de sécurité visant à assurer l'ordre et la tranquillité étaient prises notamment la réglementation de la circulation et la tenue des réunions publiques. Ces initiatives ont porté des fruits et ont contribué à ramener la paix dans cette partie du pays qui venait de connaître des troubles.

A mes yeux, la solution militaire se révélait peu efficace. A supposer

qu'elle frappât les véritables auteurs de troubles, elle avait très peu de chances d'affecter l'idéologie ethnopolitique du PALIPEHUTU. Bien plus, la seule voie militaire risquait de produire encore plus d'orphelins et de déverser plus des réfugiés sur le Rwanda, renforçant davantage la propagande de ce mouvement qui était bien appuyé par le régime de J. Habyarimana. J'ai alors décidé de prendre la question de l'unité nationale à bras-le-corps, c'est-à-dire de l'analyser dans toutes ses dimensions et de prendre des mesures devant aider le peuple à se réconcilier.

D. 1988-1992 : tourner les pages d'un "passé douloureux"

Dans cette perspective, je me suis engagé dans une vaste action politique de réconciliation nationale, avec une participation élargie à toutes les composantes ethniques et ce, à tous les niveaux. Pour moi, la politique d'unité nationale est une voie de solution au conflit burundais. Quand je suis arrivé au pouvoir le 3 septembre 1987, j'ai annoncé à l'opinion tant nationale qu'internationale mon cheval de bataille : «le dialogue et la concertation». J'ai été rapidement assailli par des revendications de natures diverses en particulier celles relatives à l'exclusion sur fond ethnopolitique. A chaque descente sur terrain en vue d'expliquer à la population les raisons du Changement, j'étais confronté à une litanie de plaintes ayant pour leitmotiv l'unité nationale. Et quand les événements de Ntega-Marangara surgirent, des acteurs, les uns plus militants que les autres, ont présenté les mêmes doléances. Ainsi, 27 « intellectuels hutu » signèrent une « lettre ouverte au Président de la République », dans laquelle



Le président Buyoya prononce son discours devant la population de Ntega

ils dénonçaient les injustices subies par le peuple burundais:

Les inégalités et les injustices sociales sont d'une réalité qui semble être cautionnée par le pouvoir en place dans le pays, en dépit des contestations incessantes des esprits progressistes et des promesses du discours politique. Il apparaît bien que des positions acquises depuis plus de vingt ans par la classe dirigeante doivent être sauvegardées, et tous les moyens sont devenus bons à cette fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal.

Dans la foulée du Changement intervenu en septembre 1987, je n'ai pas tardé à mettre en œuvre les leçons des échanges avec la population, lors de nombreuses tournées dans les provinces et communes du pays.

D'abord, j'ai mis sur pied, le 4 octobre 1988, une Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale composée de 24 membres dont douze Hutu et douze Tutsi, avec comme président Libère Bararunyeretse (tutsi) et vice-président Balthazar Habonimana (hutu). Le choix de

ces personnalités était basé non seulement sur leur appartenance ethnique mais aussi sur leur solide expérience et leur intégrité tant intellectuelle que morale. J'ai impliqué des évêques catholiques (Mgrs Stanislas Kaburungu, Evariste Ngoyagoye, respectivement hutu et tutsi) et protestant (Mgr Alfred Ndoricimpa, hutu), des professeurs d'université (Emile Mworoha, Luc Rukingama, Gilbert Midende, le premier étant tutsi et les deux derniers, hutu), de hauts cadres fort expérimentés œuvrant dans les institutions politico-administratives diverses et variées, etc.

Ensuite, j'ai composé, le 19 octobre 1988, un gouvernement d'Unité nationale, dirigé par un premier ministre hutu, Adrien Sibomana, et composé de douze Hutu et douze Tutsi. Pour moi, la question d'unité nationale était une priorité absolue à notre démarche politique. Celle-ci devait trancher d'avec le passé. Si la question nationale s'est posée et se pose au peuple burundais, il ne fallait pas le constater seulement et croiser les bras, il fallait l'affronter avec courage et avec détermination.

Les membres de la Commission susmentionnée se sont attelés à leur tâche dans la plus grande sérénité. Après avoir analysé, sans complaisance, le passé socio-politique du Burundi, ils ont formulé des recommandations en vue d'instaurer une Charte de l'Unité nationale. Cette dernière "serait une sorte de pacte que les Burundi scelleraient entre eux-mêmes pour consolider à jamais leur unité [...]. Elle tracerait un cadre et un idéal, un code de conduite et un guide de vie qui inspireraient toutes les actions tant sociales que politiques propres à assurer la pérennité de la cohésion nationale". Cette Charte a été soumise au vote référendaire du 5 février 1991, les Burundais y ont adhéré massivement (à plus de 90%). Personnellement, j'avais et j'ai encore une forte conviction de la place de l'unité dans la gestion du

“ **Quand je suis arrivé au pouvoir le 3 septembre 1987, j'ai annoncé à l'opinion tant nationale qu'internationale mon cheval de bataille : « Le dialogue et la concertation ».** ”

Burundi. Le constitutionnaliste belge F. Reyntjens a raison de dire que j'en ai "fait une véritable religion". Je le réaffirme encore une fois.

Bien entendu, de telles réformes n'arrachaient pas toujours l'adhésion des esprits extrémistes aussi bien hutu que tutsi. *Le Carrefour des Idées*, qui véhiculait une opinion radicale tutsi, fustigea cette politique, estimant que « tous les échelons de l'Etat seront occupés par un ramassis d'intégristes hutu ». Le journal *Le Témoin Nyabuserongo* écrira: «Buyoya a maintenu la manie de tromper l'opinion internationale en nommant quelques Hutu symboliques aux postes voyants alors qu'en réalité l'ethnie Hutu est restée l'objet de discrimination dans tous les domaines de la vie du pays.». Des Hutu ne voyaient dans ces réformes qu'un écran de fumée destiné à simplement endormir leurs revendications et poursuivre ainsi une gestion exclusionniste de l'Etat. Les milieux radicaux tutsi n'arrêtaient pas de clamer que « je

vendais le pays aux Hutu », comme si lesdits Hutu n'étaient pas les citoyens de leur propre patrie ! Ces préjugés ethno-politiques ne me décourageaient pas du tout.

Parallèlement aux différentes institutions politiques dont la mise en place reposait sur la parité ethnique, j'ai initié, au sein du parti UPRONA et de ses mouvements intégrés à différents échelons, ainsi que dans différents appareils politico-administratifs (armée, administration publique et parapublique), un débat populaire sur la question de l'Unité nationale. Pour qui connaît le tabou dont faisaient l'objet les mots « hutu » ou « tutsi » depuis le « fléau de 1972 » et les coups de frisson que suscitait leur simple évocation, point n'est besoin d'épiloguer sur l'importance du travail psycho-social fait lors des différents séminaires organisés à travers tout le pays. Les gens ont appris à se parler franchement et à traiter sans faux-fuyant des problèmes de nature ethno-politique, chantant main dans la main, à

l'instar d'une prière à l'unisson, l'hymne de l'Unité nationale.

Entre-temps, le Palipehutu n'avait pas encore abandonné son idéologie et continuait à saboter ces initiatives. C'est ainsi qu'il mena des attaques à Bujumbura et à Cibitoke en novembre-décembre 1991 mais ces événements ne s'étendirent ni dans le temps et ni dans l'espace ; ils restèrent confinés dans ces deux zones et ne poussèrent pas les populations dans l'engrenage de la violence.

Le débat populaire sur la question de l'Unité nationale que j'avais engagé a contribué à préparer le terrain du Débat sur la démocratisation des institutions politiques. C'est dans la même perspective qu'allait s'inscrire le Référendum constitutionnel du 9 mars 1992, référendum à l'issue duquel les Burundais se prononcèrent massivement (à plus de 90%) pour le multipartisme. La nouvelle Constitution fut promulguée le 13 mars 1992. » ■

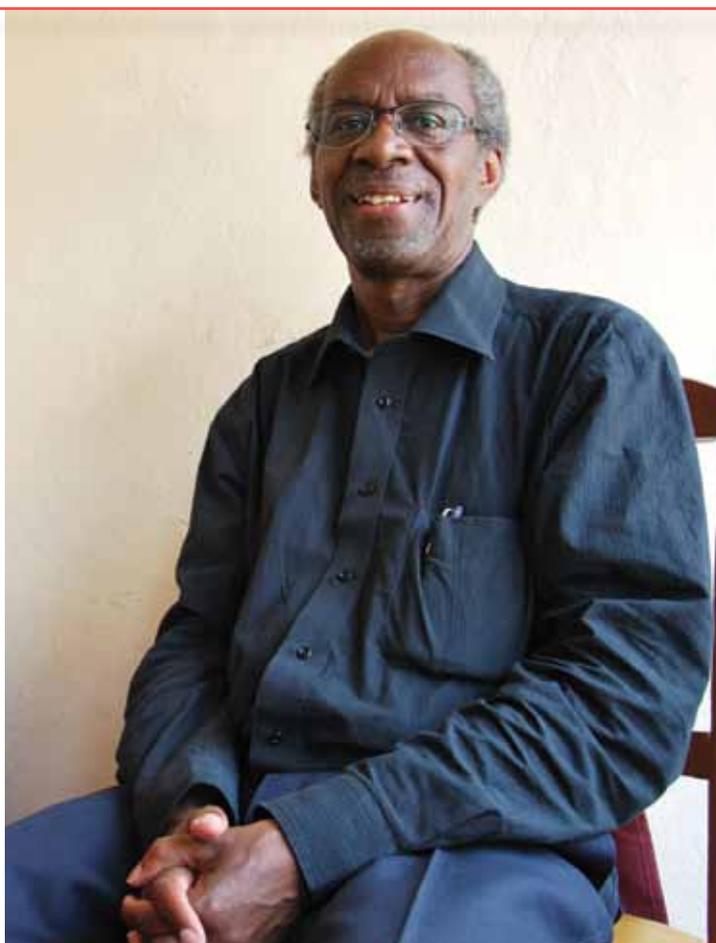
Témoignage

Après les massacres de Ntega et Marangara, le Palipehutu a été diabolisé

Par **Dr Etienne KARATASI, ancien président du PALIPEHUTU.**

Avant les massacres de Ntega et Marangara en août-septembre 1988, la sûreté burundaise avait fait courir des rumeurs sur l'imminence d'une « guerre civile » entre Hutu et Tutsi, que le Burundi allait être le théâtre d'une invasion à partir du Nord, donc du Rwanda.

Au mois d'août 1988, le Burundi était encore une fois, le théâtre d'un génocide planifié, perpétré par le régime minoritaire tutsi de Bujumbura. Comme en 1965, en 1969 et en 1972-1973, l'armée



mono-ethnique tutsi s'est livré à des crimes contre l'humanité. A chaque nouvelle phase de ce génocide contre les Hutu, les autorités burundaises diffusaient, par tous les moyens (radio, presse, ambassades...) que les ennemis du pays venaient d'échouer dans leur tentative de renverser les institutions du pays grâce aux forces armées qui ont sauvé la patrie en danger.

Ce langage était utilisé pour justifier et couvrir l'extermination des Hutu en cours, ce que le régime Buyoya appelait « cyniquement » la pacification. Août 1988 était donc une occasion rêvée pour déstabiliser et détruire le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi (PALIPEHUTU) (1) dont la farouche détermination à libérer le peuple hutu faisait déjà peur au régime militaire du Colonel Jean-Baptiste Bagaza, puis à celui du Major Pierre Buyoya. Pour stopper le rassemblement du peuple hutu qui s'opérait autour du PALIPEHUTU et briser son hégémonie croissante, le pouvoir de Pierre Buyoya recourut à des moyens inhabituels jugés plus efficaces, notamment le soutien des partis rivaux (UBUMWE, BANU, UBU,...), l'organisation d'une contrepropagande musclée contre le PALIPEHUTU et l'utilisation de certaines personnalités hutu (Hutu de service), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, pour diaboliser, déstabiliser et même détruire le PALIPEHUTU.

C'est dans ce contexte politique que le pouvoir dictatorial du Major Pierre Buyoya, issu du coup d'Etat du 3 septembre 1987 contre le Colonel Jean-Baptiste

Août 1988 était donc une occasion rêvée pour déstabiliser et détruire le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi

Bagaza, a accusé faussement le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) de tous les maux, notamment en le traitant d'acteur majeur dans la crise de 1988, en lui attribuant la tenue des réunions nocturnes avec la population de Ntega et Marangara, juste à la veille des massacres et en brandissant les tracts qu'il aurait jetés partout pour inciter la population à la révolte. Toutes ces affirmations étaient fausses et n'avaient pour but que la diabolisation et la déstabilisation du PALIPEHUTU.

En effet, ne voyant pas se réaliser l'invasion du Burundi à partir du Nord comme annoncée par la sûreté, cette dernière infiltra le PALIPEHUTU avec ses agents dans les communes du Nord du pays. Cela leur permettait d'identifier facilement ses membres, de gagner leur confiance et de déclencher la stratégie habituelle des régimes militaires tutsis : provocation-réaction-répression. En sacrifiant l'un ou l'autre Tutsi pour stimuler l'attaque, il sera facile d'impliquer les leaders du PALIPEHUTU qui sont au Rwanda. L'armée, envoyée officiellement dans la localité pour faire des manœuvres, pourra se livrer à la répression de la population hutue. Pour aggraver la responsabilité du PALIPEHUTU, les agents de la sûreté burundaise qui avaient infiltré le Parti organisèrent des réunions nocturnes avec la population locale. Ils ont pu également rédiger des tracts qu'ils ont attribués au PALIPEHUTU. Comment se fait-il que ces tracts ne soient jamais arrivés à la présidence du Parti. Tous nos documents étaient signés par le Président ou le responsable habilité avec l'aval du Président et portaient le sceau du Parti. Cela

nous a permis de démasquer ceux qui se passaient pour membres du Parti alors qu'ils s'étaient fabriqués de faux documents.

La philosophie du PALIPEHUTU.

Depuis l'indépendance du pays (1962), les Hutu n'avaient pas droit de cité au Burundi. Un génocide sélectif rampant se faisait au grand jour sans laisser aux familles des victimes l'occasion d'exprimer leur colère ou d'avoir une explication quelconque. La majorité numérique hutu (85 % de la population) était prisonnière de la minorité ethnique tutsi qui s'était arrogée tous les pouvoirs. Dans ces conditions, le projet de libération rencontrait les aspirations de 85 % de la population qui l'a adopté immédiatement.

Le PALIPEHUTU n'a pas été créé comme un parti « passe-temps », dans un bureau, mais dans un camp de réfugiés, comme une réponse à une situation politique réelle qui a poussé les fondateurs à l'exil, à fuir un pays natal devenu une prison à ciel ouvert pour eux. Non seulement le régime de Bujumbura traquait les Hutu au Burundi, mais en plus il les poursuivait dans leur pays de refuge. L'exemple suivant se passe de commentaires. Le 11 mai 1989, le Secrétaire à l'idéologie et à la propagande envoyait au PALIPEHUTU un rapport dont voici un extrait : « ...à partir de la nuit du 28 avril, une force spéciale est entrée au camp où, aidée par le commandant du camp, elle a procédé à la fouille et à l'arrestation de 25 personnes supposées être militants du PALIPEHUTU. Ils ont été battus avec tous les membres de leurs familles durant toute la nuit, ensuite, tous nus, ils ont été conduits en prison. Les arrestations ont continué le lendemain ainsi que les jours suivants. ...tous les réfugiés burundais résidant dans cette ville, y compris ceux qui ont récemment obtenu la naturalisation ont été chassés de la ville, et leurs biens confisqués. Le gouvernement du Burundi continue à envoyer des émissaires pour insister ; on verse

Pour aggraver la responsabilité du PALIPEHUTU, les agents de la sûreté burundaise qui avaient infiltré le Parti organisèrent des réunions nocturnes avec la population locale.

beaucoup d'argent pour corrompre. Malgré cela, nos militants restent sereins et ne se découragent pas...C'est notre détermination qui nous conduira à la victoire ».

La philosophie du PALIPEHUTU réside dans la détermination de ses membres à accomplir les objectifs (Acte fondateur, Manifeste et Statuts) du Parti en vue de rencontrer l'attente de la population qui aspire à vivre dans un Etat de droit, libre et démocratique.

Le gouvernement Buyoya considérait que la philosophie libératrice du PALIPEHUTU était la même que celle de la Théologie de Libération enseignée par les missionnaires catholiques combattus naguère par le régime de Jean-Baptiste Bagaza. La 3^{ème} République ne ménagea aucun effort pour annihiler toute philosophie politique tendant à éveiller la conscience des opprimés.

C'est la raison pour laquelle, entre 1988 et 1992, les arrestations massives des Hutu s'opérèrent dans tout le pays pour décourager toute velléité de revendication.

(1) « L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi » dont le PALIPEHUTU était une des 19 parties signataires après l'avoir négocié pendant 2 ans, du 15 juin 1998 au 28 août 2000, a recommandé d'éviter dans l'avenir toute appellation susceptible de réveiller les antagonismes ethniques et, dans l'immédiat, de changer ces appellations. C'est dans cet esprit, que le PALIPEHUTU a adapté son appellation au cours d'un Congrès Extraordinaire tenu à cette fin à Bujumbura(Burundi) le 29 février 2004. Depuis lors, son appellation est « PALIPE-AGAKIZA », c'est-à-dire Parti Libérateur du Peuple ou PALIPE-Agakiza k'Abarundi.■

Sylvestre Ntibantunganya : « 1988 se présentait »

Un climat lourd tant sur les lieux des massacres que dans les milieux intellectuels, notamment à Bujumbura. Une mauvaise gestion de 1972. En 1988, le sénateur travaillait « paradoxalement », au secrétariat permanent du parti « mono ethnique : tutsi », l'Uprona. Quand la crise éclate, il est en mission pour le parti dans le nord. Il se souvient.



Pourquoi la crise de 1988 ?

C'est une conjugaison de plusieurs facteurs. A lire les communiqués, du gouvernement et du Palipehutu, de l'époque, à écouter ce qui filtrait dans les médias, il est clair que 1988 est la conséquence de la mauvaise gestion de 1972. Il y a des souffrances qui n'avaient pas été gérées correctement dans ce que certains appelaient « répression » mais que d'autres considéraient comme un génocide contre les hutu.

La crise était-elle prévisible ?

Il y a des signes évidents qui montraient que quelque chose couvait. Le Palipehutu, créé en 1980, travaillait

« 1988 est le résultat de la mauvaise gestion de 1972 »

dans la clandestinité, et doit avoir contribué dans la conscientisation de la population dans tout le pays. Quand vous lisez certaines publications, on

parle de tracts qui avaient été disséminés partout en communes Ntega et Marangara. De l'autre côté, le gouvernement dénonçait une certaine force, occulte, sans oser la nommer, qui jouissait du soutien d'un « pays voisin », sans trop de détails également. Mais, lisant entre les lignes, il est clair que c'était le Palipehutu et le Rwanda qui étaient pointés du doigt. Les enquêtes qui ont suivi, ont fini par donner raison à cette supposition.

1988 ne vous a donc pas surpris ?

Comment ne pas être surpris quand autant de gens meurt ? L'attaque était menée par ceux qui semblaient être des Hutu visiblement organisés. Ils prenaient le devant pour éviter, disaient-ils, la réédition de 1972.

Quand la crise éclate, vous êtes secrétaire national chargé de l'information et de la mobilisation au sein du parti Uprona (alors que vous êtes hutu). Tout d'abord, comment avez-vous accédé à ce poste ?

J'ai été nommé à cette fonction le 11 décembre 1987. Au lendemain du coup d'Etat de Pierre Buyoya, dans des circonstances qui me dépassent jusqu'aujourd'hui. Certainement qu'il y a eu la main de Ndadaye Melchior derrière qui travaillait au projet des Coopératives d'épargne et de crédit à Gitega. Moi, j'étais en France pour un stage dans l'audiovisuel car je prestais à la Radio Télévision Nationale du Burundi.

Et comment avez-vous géré la crise au sein du parti ?

Durement ! Le 15 août 1988 arrive alors que je suis à Kirundo, envoyé par le parti, dans un séminaire de formation des cadres de l'Uprona et de l'administration. Et le fait d'être là, à cette date précise, m'amène à me poser des questions quant aux ambitions de ceux qui m'avaient envoyé.

Vous soupçonnez un complot ?

Je n'irais pas jusqu'à utiliser le mot « complot ». Mais ce dont je me souviens, nous devions y être à deux. Moi à Kirundo. Martin Sindabizera, qui était chef de cabinet de Libère Bararunyeretse qui était à la tête l'Uprona, lui, devait être à Ngozi. C'est par après que je me suis rendu compte que M. Sindabizera était resté

“ Le 15 août 1988 arrive alors que je suis à Kirundo... Et le fait d'être là, à cette date précise, m'amène à me poser des questions quant aux ambitions de ceux qui m'avaient envoyé. ”

tif permanent de l'Uprona. Le courant ne passait pas correctement entre moi et ceux qui étaient sur place. Le séminaire a d'ailleurs commencé tardivement et très difficilement. C'est plus tard qu'une personne s'est approchée de moi pour me dire que le boycott de ces autorités était dicté par le climat malsain qui régnait à Ntega. J'ai appris tristement par après que certains upronistes, qui avaient participé au séminaire, ont été sommairement exécutés dont un nommé Damien Semajeje.

Au lendemain de la crise, Melchior Ndadaye, votre compagnon de lutte, est arrêté et puis emprisonné. De quoi était-il accusé ?

Commençons par commencement. D'abord, il y a la lettre des 27 intellectuels hutu qui a été adressée au président Buyoya juste une semaine après les massacres. En principe, le Frodebu qui travaillait dans la clandestinité devait en être au courant. Mais parmi les signataires, aucun nom de ceux qui formaient le noyau du Frodebu n'apparaît. Cela ne signifiait pas pour autant que nous n'avions pas notre mot à dire sur ce qui se passait. C'est ainsi qu'est venue ce qu'on appelait « campagne de

à Bujumbura pour des raisons que j'ignore encore. Seuls les dirigeants de l'Uprona de l'époque peuvent l'expliquer.

Et comment vous avez trouvé la situation à Kirundo ?

Très tendue ! Je n'y ai trouvé ni le gouverneur de province ni le secrétaire exécutif

pacification », sur l'initiative du gouvernement. Quand c'était le tour de Gitega, Ndadaye, après avoir consulté son cercle rapproché, a préparé un texte à présenter qui dénonçait ouvertement l'attitude du gouvernement qui traitait un faux problème. En revanche, Melchior Ndadaye proposait, dans la même missive, des réformes. Il l'a fait. Il a été applaudi. Et pourtant le lendemain, il a été arrêté manu militari par les agents de la Sûreté Nationale, chez lui à Gitega au quartier Magarama.

Le Frodebu, qui travaillait encore dans la clandestinité, est réputé également pour sa proximité au Palipehutu. Ne faut-il pas soupçonner votre influence dans cette crise ?

Faux et archifaux ! On appelle ça des raccourcis. Le Frodebu, créé en 1979 sous forme de l'Ubu, et le Palipehutu, qui voit le jour en 1980, avaient deux interprétations complètement différentes du conflit burundais. Pour le Frodebu, nous n'arrêtons pas de dire à nos confrères hutu en exil au Rwanda que le nœud du problème n'était pas hutu-tutsi mais plutôt un mauvais système de gestion. Ça a été le point de désaccord avec ceux qui ont, par après, fondé le Palipehutu. Mais ce dernier était le fruit

“ Pour le Frodebu, nous n'arrêtons pas de dire à nos confrères hutu en exil au Rwanda que le nœud du problème n'était pas hutu-tutsi mais plutôt un mauvais système de gestion. ”

incontestable de 1972. Une crise qui a d'ailleurs accentué, plus que jamais, le clivage ethnique. Une faille qui sera par après, entretenue par le pouvoir avec, par exemple, le fameux « i » pour dire tutsi, et « u » désignant un hutu, devant les

noms des écoliers pour empêcher les hutus d'entrer à l'école secondaire. Ce qui peut être interprété, au regard du droit international, comme un génocide, cette fois-ci intellectuel, contrairement à celui de 1972 qui était physique. ■

Propos recueillis par Armel-Gilbert Bukeneza

Et l'Eglise

L'Eglise Catholique est l'un des acteurs majeurs de la vie politique des années 1980. Les événements de Ntega et Marangara surviennent une année seulement après le régime de Bagaza sous lequel l'Eglise a subi la plus grave des persécutions dans l'histoire du Burundi. Des missionnaires seront même expulsés. La catastrophe d'août 1988 arrive alors que Buyoya tente de recoller les morceaux sur le plan relationnel avec le clergé. Mgr Stanislas Kaburungu, à l'époque évêque du diocèse de Ngozi est un témoin clé de ces moments troubles.



Mgr S. Kaburungu : « Ntega Marangara était l'arbre qui cachait la forêt »

Mgr Kaburungu : «Ntega-Marangara, l'abcès de tout le mal burundais»

Il ne mâche pas ses mots. Pour Mgr Stanislas Kaburungu, les tueries de Ntega et Marangara ne sont que l'arbre qui cachait la forêt : « *tout le pays souffrait des discriminations ethniques même si les autorités, et ce depuis le régime Bagaza, par la politique de l'autruche, n'arrêtaient de crier sur les toits qu'il n'y a pas d'ethnies au Burundi* ». Et puis par ailleurs, dira-t-il, nommer cette crise « Ntega-Marangara » était une façon de circonscrire le périmètre du drame pour éviter la contagion. « *Ce qui fut une bonne chose* », reconnaît l'ancien évêque en retraite.

Et quid du rôle joué par l'Eglise ?

« *La conférence épiscopale s'est vite retirée en conclave, juste après la tragédie, à Muyinga, pour faire état de la situation et se convenir sur un message unique, d'apaisement, à adresser aux fidèles et à toute la population* ». Mais la tâche ne leur sera pas facile du tout. Les échanges sont vifs. Les sensibilités sont heurtées : « *les évêques sont des Burundais. Ils*

ont leur appartenance ethnique également. Mais gloire à Dieu, nous nous sommes, en fin de compte, entendu. » Le point central du consensus : « *que tout ce qui se passe et se revendique, se fasse sans effusion de sang* ». Le message est diffusé dans toutes les paroisses du pays. Il est même publié au Journal *Ndongozi*, médium de l'Eglise Catholique. Pour le prélat, l'Eglise ne pouvait pas aller au-delà : « *C'est le seul moyen que nous avions pour faire entendre notre voix* ».

Néanmoins, la suite des événements lui donnera plus de parole en dehors du cadre ecclésiastique. Mgrs Stanislas Kaburungu et Evariste Ngoyagoye se retrouvent dans la commission mise en place par le président Pierre Buyoya le 4 octobre 1988 pour étudier la question relative à l'Unité Nationale. Là alors, témoigne Kaburungu, ce fut une occasion en or pour se lâcher : « *nous avons débattu sans faux-fuyant. Le problème de discrimination ethnique a été posé tel qu'il est* ». La commission accoucha une convention : la charte de l'Unité de Nationale qui sera soumise au vote référendaire le 5 février 1991. ■

Message des Evêques Catholiques du Burundi

Chers frères et sœurs en Christ,

C'est avec peine et consternation que nous avons appris les massacres qui ont endeuillé certaines régions des provinces de Kirundo et de Ngozi et qui ont plongé les familles dans la désolation et le malheur.

Nous dénonçons énergiquement ceux qui ont tué leurs concitoyens pour le seul motif qu'ils appartenaient à une ethnie différente de la leur. Nous rappelons encore une fois le respect fondamental de toute vie humaine, créée à l'image et à la ressemblance de Dieu. La violation de ce principe sacré, pour quelque motif que ce soit, comporte toujours de lourdes conséquences dans les familles et dans le pays.

Ceux qui ont planifié et provoqué ces crimes, ceux qui les ont exécutés et ceux qui se sont laissés guider par des sentiments de vengeance ont non seulement violé la loi de Dieu, mais aussi foulé aux pieds les principes et les valeurs qui fondent les rapports humains, à savoir : la justice, la vérité, la paix, l'amour, la concorde, la solidarité. Ils s'opposent ainsi à la coexistence pacifique et fraternelle de toutes les ethnies burundaises. Toute coexistence harmonieuse de groupes différents se construit en effet sur la base de l'équipe et du respect des droits et des devoirs de chacun. Elle est au contraire compromise chaque fois que des extrémistes de chaque groupe se refusent mutuellement le droit à la vie et au progrès.

Nous voulons exprimer nos condoléances à tous ceux qui ont perdu les membres de leurs familles et notre soutien à tous ceux qui ont vu le fruit de leur labeur anéanti pendant ces troubles. Nous adressons à Dieu nos prières ferventes pour tous les morts, victimes de la méchanceté de leurs frères.

Notre pensée se tourne particulièrement vers toutes les personnes qui ont été tuées ou qui ont dû s'enfuir parce qu'elles ont refusé de verser le sang de

leurs frères. Elles ont donné un exemple de courage et d'humanité.

« *Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis.* » (Jn 15, 14). Que leur sacrifice douloureux soit une bénédiction pour la renaissance spirituelle et morale de notre pays.

A toutes les personnes qui ont fui et qui se sont réfugiées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, maintenant sans abri alors qu'elles s'étaient préparées un avenir heureux, nous voulons exprimer notre solidarité. Nous lançons, à notre tour, un appel à la générosité de nos concitoyens et d'autres personnes de bonne volonté pour les aider à reconstruire leur maison et leur avenir.

Avec la violence et la guerre, nous perdons tous. Avec la paix, les conditions de la prospérité nationale sont garanties : « *Heureux les artisans de la paix* » (Mt 5, 9). Dans notre pays, sachons

donc accueillir et respecter tout Burundais, quelle que soit son appartenance ethnique. Tous les citoyens sont égaux en honneur et en dignité.

Animés par les idéaux de fraternité, de solidarité, de respect du bien commun, inspirés par la justice et la vérité qui refusent la calomnie, le mensonge, la suspicion et la méfiance, construisons ensemble ce pays que Dieu nous a donné comme patrie.

Mais à la lumière de cet impératif de construction nationale, nous devons reconnaître que nous sommes tous solidaires dans le mal qui est profond dans le pays. Ce n'est qu'avec la grâce de Dieu que nous pourrions le déraciner de nos cœurs. Mettons-nous donc à genoux devant Dieu et demandons cette grâce du pardon et de la réconciliation.

Nous tenons à féliciter les hauts responsables de la 3^e République qui se sont

fixé comme idéal l'unité de tous les Burundi et qui ont pris pour base de leur politique la concertation dans la justice sociale. Cette voie, certes difficile, offre à tout Burundi la possibilité de participer à l'édification de son pays. Nous les encourageons à aller de l'avant dans cet idéal, malgré ce qui vient d'arriver.

Nous souhaitons que tous les Burundi, sans distinction, s'attèlent à la recherche de voies efficaces pour une solution juste au conflit inter-ethnique qui paralyse notre pays.

Nous demandons surtout à ceux qui partagent notre foi en Christ d'adresser ensemble à Dieu une prière pour l'unité des Burundi et d'œuvrer pour sa réalisation dans la justice et la vérité.

Fait à Muyinga, le 25 août 1988.

Source : J.-P. Chrétien, A. Guichaoua, G. Le Jeune, *La crise d'août 1988 au Burundi*, Editions AFERA, Paris, 1989, page 188.

Gestion de la crise par le pouvoir

Cyprien Mbonimpa est ministre des Relations Extérieures en 1988. D'après son témoignage, il part avec le président Pierre Buyoya au Congo Brazzaville le 14 août 1988. La veille des massacres. Ils répondent à l'invitation du président Dennis Sassou Nguesso, pour la célébration du 25^{ème} anniversaire de la Révolution congolaise. Avant son décollage, Pierre Buyoya réunit, à son domicile, les membres de son gouvernement pour apprécier la situation. Le ministre de l'Intérieur, Aloys Kadoyi, qui venait de faire un tour à Ntega et à Marangara « *n'a rien remarqué d'alertant* ». Il donne un rapport, « positif ». Le président décide de s'envoler. Mais la crise surgit le lendemain et le chef de l'Etat est obligé d'écourter son voyage. Le même jour, soit le 15 août, le soir, il atterrit sur Bujumbura.

Cyprien Mbonimpa : « J'ai eu la mission la plus difficile de ma vie »

En peu de jours, les événements au nord du Burundi défraient la chronique au niveau international. Le président Buyoya décide d'envoyer Cyprien Mbonimpa en Occident pour expliquer ce qui se passe. Une mission difficile, avoue aujourd'hui l'ancien ministre.

Vous êtes avec le président à Brazzaville quand la crise éclate. Comment avez-vous appris la nouvelle ?

Le jour même de notre arrivée à Brazzaville, vers 20h, le président reçoit un message pour l'informer que les communes de Ntega et Marangara sont à feu et à sang. Il nous a tous réunis d'urgence pour nous partager la mauvaise nouvelle. Une décision est vite prise. Rester jusqu'au lendemain pour assister, tout au moins, aux premières

cérémonies et enfin présenter nos adieux. Dans l'entretemps, le président avait donné des ordres pour éviter que d'autres communes ne soient atteintes.

L'armée intervient trois jours après les massacres. Plusieurs voix accusent le gouvernement, dont vous faisiez partie, d'avoir laissé faire pour ainsi justifier et préparer une répression forte contre les Hutu. Votre commentaire...

Clarifions tout d'abord les choses. Avant que Pierre Buyoya n'arrive, Jean-Baptiste Bagaza, aux commandes depuis

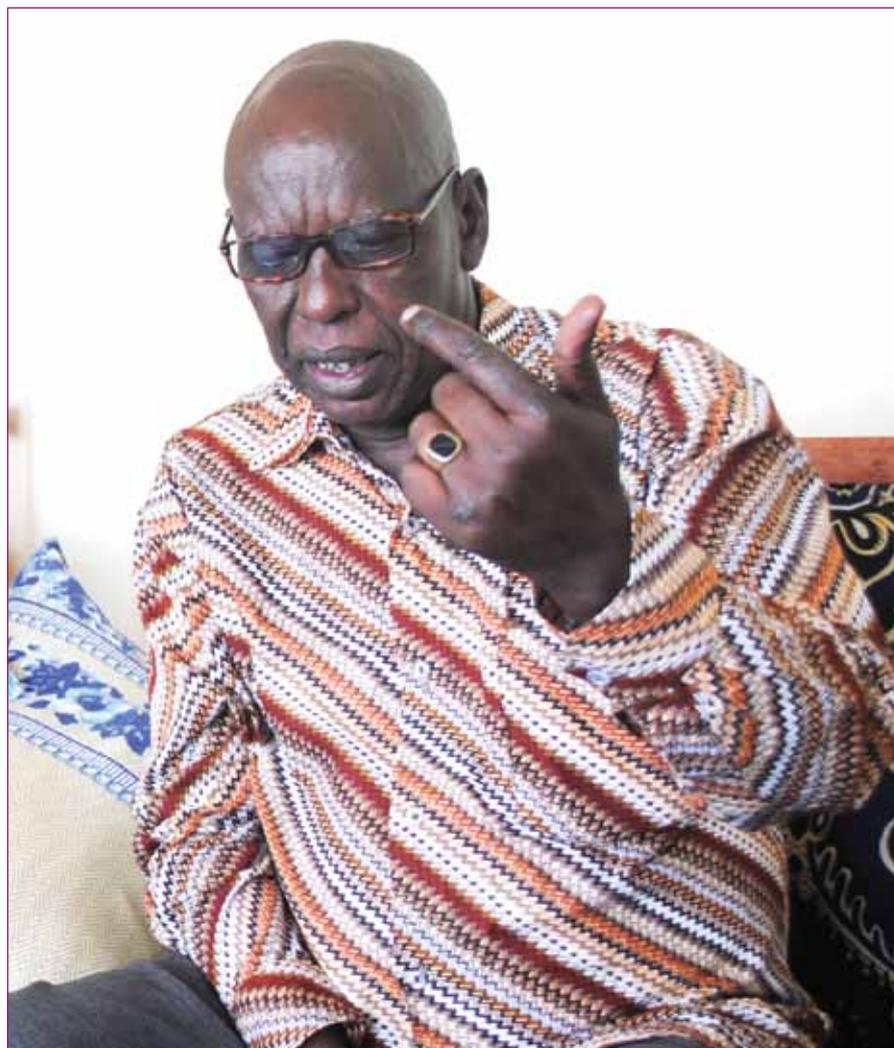
1976, chasse les missionnaires catholiques. Ceci renforce le Palipe hutu qui saute sur l'occasion pour montrer à la communauté internationale que le régime bafoue les droits de l'homme. 1987, Buyoya le renverse. A sa prise du pouvoir, il essaie de recoller les morceaux en restaurant les relations avec l'Eglise. Et dites-moi dans cette situation, comment un gouvernement qui a à peine une année, pouvait préparer les massacres de son peuple juste pour le plaisir de réprimer ?

Mais la répression de l'armée contre la population hutu a quand même eu lieu ?

A partir du moment où des personnes sont en train de mourir. Et que l'armée intervient, il y a inévitablement des confrontations et par conséquent des victimes. L'armée ne pouvait pas croiser les bras devant une telle situation. C'était impossible !

Fin août 1988, vous effectuez une tournée en Europe, pour expliquer ce qui se passait ici au Burundi. ? Avez-vous eu la tâche facile ?

Loin de là ! Mais situons-nous d'abord dans le temps. Nous sommes au mois d'août. En Occident, il n'y a presque pas d'événement. La plupart des hommes politiques sont en vacances. Les médias internationaux n'ont pas, au cours de cette période, d'actualité « intéressante ». Tout d'un coup, à Ntega et à Marangara ça explose avec des milliers de morts. Les médias occidentaux sautent sur le dossier. Quant au nombre des victimes, certains d'entre eux n'hésitaient même pas d'avancer des chiffres qui excédaient toute la population des deux communes. Et voilà le président Pierre Buyoya qui m'envoie en Occident pour expliquer ce qui s'était passé. Quand j'arrive, la tâche n'est pas du tout facile. Les journalistes affluaient sur mon passage avec une question embarrassante : « *How many people have you killed ?* » (Combien de personnes avez-vous tué ?). J'étais vraiment confus. A cette époque, défendre le gouvernement du Burundi était pire que défendre le



régime d'Idi Amin Dada. J'ai vraiment eu la mission la plus difficile de ma vie. Mais j'ai réussi, tout au moins, à faire comprendre à mes interlocuteurs qu'on ne peut pas reprocher à un gouvernement qui a à peine une année aux affaires d'avoir organisé les massacres de son peuple.

Au même moment, le Parlement européen se saisit du dossier et exige l'envoi d'une mission d'observateurs internationaux. Vous vous y opposez fermement. Pourquoi ?

Ce n'est pas le parlement européen qui a demandé l'envoi d'une mission des observateurs. C'est plutôt le Secrétaire Général des Nations Unies, Javier Pérez de Cuellar. Je l'ai rencontré à Genève. Je lui ai dit tout simplement ceci : « la crise a éclaté au Burundi mais le gouvernement l'a maîtrisée. Donc, pas besoin d'observateurs internationaux, nous sommes en train de faire nos propres enquêtes, nous

vous ferons parvenir le rapport ». Nous nous sommes entendus et il n'a pas insisté. Et quand je me suis rendu en Belgique, la situation était tendue. Les membres du Palipehutu, qui étaient très bien organisés à l'époque, avaient encerclé l'endroit où je devais tenir ma conférence de presse. Ayant vécu en Belgique, J'ai appelé les journalistes influents que je connaissais, dans mon hôtel. Le lendemain, tous les médias en parlaient.

Le 30 août 1988, vous êtes reçu au Quai d'Orsay. Vous y publiez un communiqué après votre entretien avec les autorités françaises et européennes sur ladite crise. N'était-ce pas la caution dont vous aviez besoin pour vous opposer à la mission internationale ?

Non ! Tout d'abord ma mission était d'aller expliquer ce qui s'était passé et comment le gouvernement avait géré la situation. Et tout

le monde a compris. Seulement, un point a fait l'unanimité : plus d'ouverture pour les Hutu au sein des institutions. Et le président Buyoya a pris acte avec le processus d'Unité Nationale qu'il a déclenché et la mise en place du nouveau gouvernement.

Parallèlement, vous sollicitez personnellement des universitaires français (J.P. Chrétien, A. Guichaoua, G. Le Jeune) pour se rendre sur place. Avec l'accord du ministre Aloys Kadoyi, ils ont pu mener une vaste enquête. Que pensez-vous de l'étude qu'ils ont réalisée ?

Personne ne les a sollicités. Ils se sont proposés et nous avons ouvert les portes. Tous ceux qui le voulaient pouvaient venir enquêter. Ces universitaires français ont réalisé un travail scientifique qui était relativement équilibré. Ils ont fait également une analyse critique sur les médias internationaux qui, pour la plupart, ne sont même pas venus au Burundi pour vérifier l'authenticité de leurs informations.

Et pourtant sa diffusion a été bloquée au Burundi par les deux responsables du parti Uprona, Libère Bararunyeretse

et Alphonse Marie Kadège. Apparemment avec votre accord selon Fridolin Hatungimana, votre secrétaire d'État. Pourquoi cette hostilité ou ces réserves de votre part et d'une partie des ténors de l'Uprona ?

Je vais vous révéler un secret. J'ignorais complètement l'existence de ce livre. Il n'y a pas deux mois que je viens de le recevoir. Bref, je n'ai rien empêché du tout.

Le Président Buyoya a alors voulu rompre avec les blocages du passé. Vous avez accompagné cette politique d'ouverture comme ministre des Relations Extérieures jusqu'au remaniement d'avril 1992. Quels événements majeurs reprenez-vous de cette période? Comment cette politique était-elle comprise par le corps diplomatique et les bailleurs de fonds présents à Bujumbura ?

Juste après la crise, j'ai fait le tour de plusieurs capitales européennes. J'ai rencontré des ambassadeurs accrédités ici à Bujumbura. Mon message était le même : « cette crise reflète un mécontentement des Hutu ». En retour, nos partenaires nous disaient tout simplement qu'il faut en tenir compte en créant

une large ouverture. Et quand le président Pierre Buyoya a mis en place une commission chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale avec le nouveau gouvernement dit d'Unité nationale, j'étais parfaitement d'accord avec sa démarche.

Malheureusement, vous n'arrivez pas au bout du processus car vous finissez en prison en 1992, que s'était-il passé ?

J'étais accusé d'avoir tenté de renverser le pouvoir de Buyoya. Mais c'était un montage. Le civil que je suis, sans aucun officier derrière moi, comment pouvais-je oser penser une chose pareille ? Quand vous êtes un homme influent auprès du président pendant cinq ans, ça crée des jalousies. Il y a des personnes qui estiment que vous êtes très puissant et qui cherchent à tout prix à vous faire tomber. Mais comme vous ne gérez pas de l'argent pour vous reprocher de détournement ou de malversation, la seule accusation que l'on peut vous coller est d'avoir concocté un coup d'Etat. ■

Propos recueillis par Armel-Gilbert Bukeyenza

La dimension internationale de la crise

Par André Guichaoua

Elle ressort en premier lieu au travers de l'intérêt manifesté par la plupart de grandes agences, de journaux et de chaînes télévisées dans un contexte de disponibilité momentanée de la profession en plein mois d'août. La fin des affrontements directs Iran/Irak, la stabilisation de la crise birmane, etc. ouvrent une période creuse pour l'actualité internationale.

Cet intérêt reflète aussi la surprise créée par une crise qui prend aussitôt une ampleur dramatique considérable : comparées aux affrontements « modernes », la résurgence de ce conflit ethnique

et les formes de massacres impressionnent par leur caractère « irrationnel », « primitif » (lances, arcs, flèches, machettes) et par la violence absolue qui caractérise la démarche des protagonistes, « paysans hutu » dans un premier temps et « militaires tutsi » ensuite.

La quasi totalité des journalistes envoyés sur les lieux ne connaissent pas la région ou la lisent à partir des situations nationales africaines où ils sont en poste ou qu'ils connaissent.

Assurés d'une audience immédiate à propos d'un pays peu

connu du public et dont on connaît les faibles moyens de pressions internationaux, la presse internationale pouvant difficilement accéder aux habituels sources bien « informées » (en congés) et obtenir sur le terrain des éléments de compréhension aisés reprennent selon les grilles de lecture ou à priori de leurs médias les schémas et les antécédents historiques consacrés sur la région.

Selon le scénario moyen qui se dégage, un « antagonisme séculaire » n'a besoin que de causes mineures pour être réactivé : d'où l'extraordinaire succès de la théorie de l'« étincelle » qui met le feu



Les médias occidentaux interviewent les témoins de la crise

à la brousse. Chacun choisira la sienne. Rumeurs, allusions, faits sans date, acteurs sans nom, événements sans lieux, point n'est besoin de préciser, puisque l'on rend compte d'une situation évidente, de la description intemporelle d'un univers vécu.

Avec l'intervention de l'armée et les violences qui l'accompagnent, cette première étape de la presse « factuelle » cède le pas à des analyses plus globales. C'est pratiquement l'ensemble des médias qui se raccroche alors au scénario « belge », implicitement présent jusqu'alors dans la presse « informée ». Les analyses des principaux médias belges, jusque là relativement isolés deviennent prépondérantes. Sur place, le retournement est d'autant plus aisé que la masse des reporters envoyés précipitamment au Burundi n'ont plus rien « à voir » dans la région des événements « nettoyés » par l'armée. L'actualité est désormais au Rwanda auprès des populations réfugiés, là où l'exercice journalistique est effectivement assuré de coller à ce qu'il y a de plus spectaculaire dans le drame au travers du prisme des interlocuteurs rwandais et des personnels expatriés travaillant au Rwanda. On

assiste alors dans la presse internationale à la cohabitation d'interprétations des mêmes faits très largement ou totalement contradictoires selon les jours, les interlocuteurs rencontrés, les différentes agences de presse selon que les correspondances proviennent de Bujumbura ou de Kigali. Et plus précisément encore selon que les journalistes commencent leur voyage par le Burundi ou par le Rwanda, le passage de la frontière se traduisant ensuite comme un simple prolongement, une confirmation de l'« enquête » déjà menée dans le pays de départ.

C'est dans ce contexte que les autorités burundaises nouvellement installées prennent la mesure du retentissement international particulièrement polémique, voire passionnel qui s'impose. Le ministre des Relations extérieures burundais est alors envoyé en Europe pour expliquer le « désarroi » des autorités. À Bruxelles, il estimera que le Parlement européen qui souhaitait envoyer une mission d'enquête était sous « influence » de la part des opposants hutu réfugiés dans le pays depuis 1972 et il ne donnera pas suite à sa demande.

Entretemps, sur place à Bujumbura, les milieux diplomatiques et les agences représentant les bailleurs de fonds estiment que la crise, son dénouement et surtout ses incidences au niveau du gouvernement et des forces armées ouvrent un espace d'« échanges et de dialogue ». Alors même qu'au sein de la Banque mondiale, le thème de la gouvernance s'imposait et préconisait des « transitions démocratiques », la représentation de Bujumbura en accord avec le siège envisagèrent de faire du Burundi un pays test de cette nouvelle approche mêlant les engagements financiers (en raison de l'octroi récent de prêts proportionnellement très importants au regard de la taille du pays) et l'objectif de stabilité politique. C'est ainsi qu'une mission « d'écoute et de dialogue politique » a été composée et a pu opérer au même moment que se menaient les travaux d'enquête de la mission des universitaires français proposée par le ministre des Relations extérieures au terme de sa mission en Europe. Le Burundi devenait ainsi le premier pays où les programmes d'« ajustement structurel » assumaient explicitement les nouvelles préoccupations de « bonne gouvernance ». ■

Pourquoi nous avons accepté la mission de la Banque Mondiale

Par M. Pierre Buyoya



L'ancien président témoigne sur la stratégie mise en place par son gouvernement après la crise de Ntega-Marangara. Pour lui, cette mission s'inscrivait dans une stratégie de reprise en main de la situation sur le plan intérieur et extérieur.

Il faut d'abord se rappeler le contexte politique qui entourait les événements de Ntega-Marangara. Sur le plan intérieur, le régime de la 3^{ème} République avait moins d'un an. Nous avions le sentiment que le déclenchement des violences ethniques dans ces deux communes faisait partie

d'une stratégie plus globale destinée à saboter le nouveau pouvoir, à l'empêcher de prendre racine en créant des tensions permanentes de caractère ethnique dans les écoles secondaires notamment. Le déclenchement de la violence à Ntega d'abord, à Marangara ensuite était le résultat de la

manipulation de la population locale par des mouvements comme le Palipehutu dont la base arrière était au Rwanda de Habyarimana. Des études approfondies ont établi les faits de manière irréfutable. Les massacres des populations Tutsi de cette région suivis par l'intervention des Forces Armées

ont créé beaucoup d'émotion dans la population burundaise. Beaucoup craignaient le «remake» des événements de 1972.

Sur le plan extérieur, suite à une campagne bien huilée de l'opposition en exil, il y a eu aussi une forte émotion, l'image de flux des réfugiés traversant massivement la Kanyaru pour s'installer dans les camps aménagés à cet effet au sud du Rwanda a choqué beaucoup de nos par-

tenaires. Certains sont montés au créneau pour condamner le gouvernement du Burundi. Le plus éloquent était le Ministre belge des Affaires Etrangères Mr. Léo Tindemans qui est allé jusqu'à proposer une commission internationale d'enquête, un projet que le Gouvernement a rejeté. Une multitude d'ONG, belges en majorité, a pris le relais. Les populations dans les camps au sud du Rwanda étaient vite prises en main par l'autorité de ce pays et par les ONGs qui en plus de la dimension humanitaire commençaient à les organiser en vue d'une résistance contre le pays d'origine.

Au niveau du Gouvernement, notre jugement était que ce que la presse internationale rapportait au sujet de ces événements était largement biaisé en défaveur de l'autorité burundaise et cela affectait dangereusement l'image du pays. Sur le plan intérieur, c'était



Le président Buyoya rend visite aux sinistrés

comme si nous étions retournés une décennie en arrière en ce qui concerne la question ethnique. Il fallait une stratégie globale pour reprendre la situation en main. Cette stratégie a évolué progressivement vers ce que nous avons appelé plus tard la politique d'unité et de réconciliation.

La mission de la Banque Mondiale s'inscrit dans ce contexte politique, dans cette stratégie de reprise en main de la situation sur le double plan intérieur et extérieur. Il fallait montrer à nos partenaires que contrairement aux intentions maléfiques que l'opposition et ses supporters nous prêtaient, que nous avions la volonté de dépasser ces événements, d'aller plus loin sur le chemin de la réconciliation. Nous avons refusé l'idée de la commission internationale d'enquête parce que nous la percevions comme une menace contre le nouveau régime, surtout que la proposition

venait d'un des sympathisants des Lobbies extrémistes Hutu en Belgique, Mr. Tindemans. Nous avons accepté la mission de la Banque Mondiale parce que nous étions convaincus que les représentants de cette institution cherchaient à aider sincèrement le Burundi à dépasser les événements dramatiques qui venaient de se produire. Je pense que de leur côté, ils ont cru en notre sincérité, au moins ils nous ont accordé le bénéfice du doute.

Je ne peux pas dire que l'initiative venait de notre côté. Le projet est né spontanément au gré des échanges entre nous et les représentants de la Banque Mondiale à Bujumbura. Il n'y a pas de doute qu'il s'agissait d'une opération risquée de leur part, mais à posteriori, personne n'a été déçu.

Le concept de mission d'écoute et de dialogue signifie à mon avis que l'objectif de la mission était d'écouter les Burundais, de tous bords, gouvernements, opposition, société civile en vue de se rendre compte si le drame qui venait de s'abattre sur le pays pouvait être dépassé et permettre ainsi la poursuite des actions de la Banque Mondiale. Il ne s'agissait pas d'une médiation mais d'une mission d'évaluation. Les recommandations étaient adressées d'une part au Gouvernement burundais et d'autre part à l'institution elle-même.

>> Le déroulement

Une fois que le principe de mener la mission avait été accepté, le gouvernement n'est pas intervenu à ce que je sache dans son déroulement. L'équipe s'est organisée en toute liberté. Elle a vu les personnes qu'elle a voulues voir. Je me souviens que la seule fois où j'ai été sollicité est quand l'équipe devait se rendre dans des camps

des réfugiés au sud du Rwanda. J'ai donné mon autorisation et je n'ai pas regretté d'avoir décidé ainsi.

Je n'ai pas regretté parce que le rapport que l'équipe de la Banque Mondiale m'a donné, de retour des camps des réfugiés, a été déterminant pour la suite dans la gestion

du dossier Ntega-Marangara. Il nous a été rapporté notamment que beaucoup de réfugiés voulaient rentrer mais qu'ils n'étaient pas autorisés à le faire. Comme indiqué plus haut, les autorités rwandaises et certaines ONGs avaient commencé une certaine prise en main de cette population, ce qui avec le temps pouvait être

un grand problème pour le pays en terme de sécurité notamment. Nous avons vite compris qu'il ne fallait pas perdre de temps. Nous avons par conséquent décidé de promouvoir une politique très volontariste de rapatriement de ces réfugiés avec des incitations réelles comme la construction des logements et des infrastructures sociales, une politique de stabilisation des deux communes à travers une administration spéciale autonome pendant une certaine période. Cette politique a eu des résultats remarquables parce que très rapidement les camps se sont vidés. Les populations sont rentrées chez elles sauf peut être quelques irréductibles parmi lesquels certains qui avaient une responsabilité directe dans le déclenchement des violences.

Je crois pouvoir affirmer que la mission de la Banque Mondiale a été un succès total, mais soyons réalistes, elle a été un succès parce que elle a travaillé avec un gouvernement qui avait une réelle volonté politique de clore le chapitre Ntega-Marangara et d'aller

>> Bilan à posteriori

Je n'ai pas de souvenir de pressions politiques ou autres exercées par la Banque Mondiale et qui seraient la conséquence de sa participation à la mission d'écoute et de dialogue. Les années qui ont suivi ont été marquées de notre part par un engagement sincère et profond sur la question de la réconciliation nationale. La stratégie globale dont j'ai parlé au début a largement dépassé les recommandations de l'équipe de la Banque Mondiale. Ce que je sais, c'est que cette stratégie a été fortement soutenue tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays par l'ensemble de nos partenaires. Elle a petit à petit redressé l'image de marque du Burundi et comme je l'indique dans mon dernier livre, elle a permis l'ouverture du pays à la démocratie pluraliste.

Je crois personnellement que cette mission était une opération ponctuelle, spécifique au Burundi, dans un contexte bien donné. A



Au siège de la Banque mondiale, à New York

plus loin. Dans un contexte politique différent, les recommandations de la mission pouvaient rester lettre morte.

La volonté politique de gérer au mieux les événements Ntega-Marangara était largement partagée par l'équipe du gouvernement,

mon humble avis, il ne s'agissait pas d'un nouveau dispositif de l'institution transposable ailleurs.

S'il y a des leçons à tirer, je dirais que les relations de confiance entre les autorités d'un pays et les représentants d'une institution comme la Banque Mondiale peuvent déclencher un cycle de réformes de grande portée si les autres conditions sont réunies.

Ce que je retiens est que nous avons raison d'autoriser la mission d'écoute et de dialogue. Cela nous a aidés à renouer avec la communauté internationale. Nous en avons besoin. Il n'était pas possible d'embarquer dans les réformes que nous avons engagées sans le soutien de la communauté internationale. La portée de l'expérience est à mettre en rapport avec tout ce qui a suivi ; la politique d'unité et de réconciliation, plus tard la démocratisation. Le Burundi a été littéralement transformé. Encore

mais comme partout ailleurs, cela n'exclut pas qu'il aie eu en privé des voix discordantes. Je n'ai pas entendu ces voix dissonantes ni au conseil des Ministres, ni en réunion du Comité militaire pour le Salut National.

une fois soyons réalistes, on ne peut pas mettre tout cela sur le compte de cette mission.

C'est normal que les événements de 1988 soient encore dans la mémoire des populations de ces deux communes. Il y a eu beaucoup de traumatismes et cela prendra du temps pour cicatriser. Ces événements font désormais partie de l'histoire du Burundi et on n'efface pas un chapitre de l'histoire d'un pays.

Ce qui a été fait dans cette région était destiné à normaliser la situation dans les deux communes. Il ne s'agissait pas de les particulariser mais de faire en sorte qu'elles reviennent au niveau des autres. Aujourd'hui, ce que vous observez en terme de développement économique et social à Ntega-Marangara, n'est pas différent de ce que vous voyez dans les communes environnantes.

Le Burundi risquait de perdre la confiance de la Banque mondiale

Quand la crise de Ntega Marangara éclate, Jean-Louis Sarbib était conseiller pour les opérations du directeur du département des pays des Grands Lacs et de l'Océan Indien à la Banque mondiale. Suite aux massacres interethniques dans le nord du pays en août 1988, il a conduit une mission conjointe « d'écoute et de dialogue » de la Banque mondiale. Alors que l'activité de la Banque mondiale semblait à cette époque toute entière consacrée aux programmes d'ajustement structurel, cette mission est apparue à bien des égards inédite voire surprenante. Mais elle a donné des fruits. Aujourd'hui retraité de la Banque mondiale et Directeur général de Development Gateway, il partage ses souvenirs. Rencontre.

Que recouvrait le qualificatif de « Mission d'Écoute et de Dialogue », quels en étaient les raisons et les objectifs ?

Permettez moi de préciser que je le fais de mémoire, sans accès aux archives de la Banque mondiale, et à titre personnel.

En 1988, suite à un dialogue fructueux avec les autorités de la jeune Troisième République, la Banque mondiale venait d'approuver un important crédit pour le Burundi, sous forme d'un appui budgétaire au gouvernement pour financer un programme de réformes économiques. Avant l'entrée en vigueur de ce crédit et son premier décaissement, les événements de Ntega et Marangara amenèrent la Banque à se demander si les conditions de stabilité requises pour le succès du programme étaient toujours en place.

La démarche classique aurait été d'attendre et de voir l'évolution de la situation...

Certaines voix au sein de l'institution poussaient en ce sens. D'autres craignaient que l'arrêt du programme ne puisse créer un élément supplémentaire d'instabilité. Le directeur responsable pour les opérations de la Banque



au Burundi, un homme de visions et de dialogue, décida avec l'appui du vice-président pour l'Afrique de l'époque, d'envoyer une équipe au Burundi pour évaluer la situation et faire rapport aux dirigeants et au Conseil d'administration de la Banque. Il ne s'agissait donc

pas de « choisir le Burundi » ou de lancer une nouvelle politique de la Banque, mais plutôt d'une réponse pragmatique, novatrice, et quelque peu risquée à une période où la Banque était encore une institution relativement fermée et très prudente en ce qui concernait

toute incursion au-delà de questions purement économiques et techniques.

Le directeur me demanda de diriger cette équipe, car je connaissais le Burundi et y avais des contacts du fait de mon implication depuis 1980 dans nombre de projets financés par la Banque. Je choisis alors, pour participer à cette mission, des collègues qui connaissaient bien le pays et y étaient profondément engagés, ou qui avaient une bonne expérience de situations de crise et des camps de réfugiés.

Il nous fallut d'abord obtenir l'accord du gouvernement burundais pour cette mission. Notre décision de mettre l'accent sur « l'écoute et le dialogue » était basée sur plusieurs raisons : la réalisation que seul un vrai dialogue nous permettrait d'évaluer la situation et de faire des recommandations ; le besoin d'établir notre crédibilité et de souligner notre ouverture d'esprit dans un environnement chargé de passions et d'idées reçues sur la question ethnique au Burundi ; et aussi le souci de démarquer notre démarche de demandes émanant de certains milieux internationaux pour la mise en place d'une commission internationale d'enquête, ce que le gouvernement refusait fermement.

Comment s'est déroulé cette mission ?

A notre arrivée à Bujumbura, la première tâche fut d'établir que notre présence n'était pas une manière astucieuse pour la communauté internationale de circonvenir l'opposition du gouvernement à une commission d'enquête et qu'il s'agissait bien pour la Banque mondiale de comprendre la situation et son évolution possible pour aider l'institution à prendre une décision sur la poursuite du financement du programme de réformes.

Comment avez-vous fait pour rassurer le gouvernement ?

Pour assurer la transparence de nos activités, nous avons demandé, et obtenu, que des officiels du gouvernement puissent se joindre à la mission et nous avons

établi un programme d'entretiens et de visites à Bujumbura, à l'intérieur, et dans les communes de Ntega et Marangara. Nous avons également établi le contact avec des organisations de la société civile internationale et des organes universitaires pour expliquer notre présence et notre mission. Ce ne fut pas toujours facile, vu la suspicion de beaucoup de ces organisations et de leurs membres vis-à-vis de la Banque mondiale dont les motifs leur apparaissaient souvent peu clairs sinon sinistres en cette période où l'ajustement structurel dominait et définissait l'image et la perception de l'institution.

Puis vint le moment de remettre le rapport...

De retour à Bujumbura, c'est avec une certaine angoisse que la mission se prépara à faire rapport au président Buyoya. Après tout, nous n'avions que les faits probablement partiels réunis pendant nos visites de terrain, les impressions formées en discutant avec les responsables locaux à Ntega et Marangara, et nos conversations qui nous avaient permis de mieux comprendre certaines des racines profondes de ces événements tragiques. Nous imaginions bien que le président avait dû être tenu informé de nos activités, mais nous ne savions pas quel type de réception il nous réserverait.

Et alors ?

Le président nous accorda un long entretien. Notre message était relativement simple : pour que nous puissions recommander la poursuite du programme de la Banque, le test serait le retour rapide et massif des réfugiés. Et que pour cela, nous lui conseillions de faire un certain nombre de gestes forts prouvant une ferme volonté de réconciliation, qu'il était infiniment mieux à même que nous de concevoir et d'exécuter. Et nous lui avons fait part de la forte impression faite sur nous par l'administrateur militaire rencontré sur place auquel il faudrait donner les moyens de son action pour encourager le retour des réfugiés. La suite des événements nous montra que le président nous avait écouté, même s'il serait prétentieux au plus haut point de penser que nos recommandations furent déterminantes, mais elles ont certainement joué un rôle dans les décisions qui ont suivi la mission.

Souvenirs forts

« Un militaire avait été nommé commissaire des communes affectées. J'ai le souvenir d'un homme sage et fermement déterminé à ce que les personnes déplacées puissent revenir chez elles le plus vite possible. Il insistait pour que rien ne soit touché des propriétés abandonnées par les paysans qui avaient fui. Il ne voulait même pas que l'on essaie de commencer la moindre réhabilitation. Sa décision résultait, en partie, de son suivi au quotidien des mouvements des personnes qui s'étaient réfugiés dans le sud du Rwanda. Il nous informa, entre autres choses, que certains réfugiés traversaient la Kanyaru la nuit pour vérifier si leur maison et leur terre avaient été occupées en leur absence. Cette observation nous amena à demander à visiter les camps de réfugiés au Rwanda pour les écouter et jauger leur état d'esprit. Il fallut un certain temps pour obtenir les autorisations nécessaires de la part des deux gouvernements. Ce qui fut fait avec l'approbation du président burundais. J'ai le souvenir de conversations difficiles avec la partie rwandaise qui nous posa nombre de questions sur notre rôle et nos objectifs. »

La visite des réfugiés nous permit de constater à la fois le désir de retour de nombre de ceux que nous avions interrogés et la présence dans le camp de personnes politisées, appartenant peut-être à des mouvements hutu extrémistes, qui ne voyaient pas les choses de la même façon, et entretenaient un climat de peur du retour. »

Une libération de la parole

« Nous étions des hommes et des femmes de bonne volonté essayant de confronter l'horreur des événements (même si nous n'en voyions que les traces après la fuite des paysans au Rwanda) et de comprendre comment tout cela était possible. Nous parlions non seulement du Burundi et des événements récents, mais aussi de nos expériences personnelles en matière de préjudice et de discrimination. Cette libération de la parole contribua grandement à créer la confiance et influa sur les rapports futurs entre le Burundi et la Banque, au moins pendant un temps. »

Quel bilan en avez-vous retiré à votre retour à Washington, répondait-il à toutes les attentes de la mission et à celles de l'institution ?

De retour à Washington, notre rapport fit l'analyse de la situation et recommanda la reprise du programme, une fois obtenue l'évidence du retour des réfugiés. La nomination historique par le président d'un Hutu au poste de premier ministre nous permit de conforter notre sens que des efforts sérieux étaient en cours pour engager un processus de réconciliation au niveau national. Le retour des réfugiés et la mise en place d'un programme spécial pour les communes affectées permirent la reprise du programme. ■

**Propos recueillis par
André Guichaoua et Antoine Kaburahe**

Mission d'écoute et de dialogue : une approche novatrice

Sur le plan personnel, la mission d'écoute et de dialogue reste l'un des moments forts « des 26 ans passés à la Banque mondiale. Elle a résulté en une meilleure compréhension de la manière dont il fallait concevoir mon rôle et mes fonctions et celui de la Banque, accru mon humilité, et créé des amitiés qui durent encore », témoigne Jean-Louis Sarbib.

Pour lui, cette présence a eu une influence positive sur l'approfondissement du dialogue et sur la bonne marche des activités communes. Elle permit de forger des liens entre les personnels de la Banque et les responsables burundais avec qui ils avaient travaillé pendant la mission d'écoute et de dialogue. Cette collaboration a certes contribué de manière assez durable à une plus grande confiance et une meilleure compréhension mutuelle au niveau institutionnel, « mais la rotation des personnels vers d'autres postes et les changements politiques créent des discontinuités qui exigent une patiente reconstruction de ces liens de confiance et de collaboration » souligne encore le retraité.

M. Sarbib est convaincu que la leçon principale de cette mission reste l'importance de l'écoute et du dialogue. « Depuis 1988, la Banque mondiale a fait de nombreuses avancées dans ce domaine (même s'il reste encore des progrès à faire). Les notions de participation, de bonne gouvernance, d'appropriation et le rôle fondamental de la société civile et de ses organes sont maintenant des éléments essentiels du dialogue entre la Banque et ses partenaires, ainsi que la réalisation parfois encore trop timide de l'importance de l'économie politique. »

Dans nombre de crises post-1988, la Banque a fait des analyses du type de celle de la mission d'écoute et de dialogue. « Et le besoin de définir des politiques d'intervention appropriées dans les pays dits « fragiles » est devenu une préoccupation importante et une priorité non seulement pour la Banque mondiale mais pour l'ensemble de la communauté internationale. » conclut M. Sarbib.

Adrien Sibomana : « Il fallait convaincre que nous pouvons tous être " win-win " »

Le duo Sibomana-Buyoya, avec une gestion prudente et contrôlée, a permis de mener à bien pendant cinq années et jusqu'aux élections de juillet 1993 un processus de transition politique exemplaire en Afrique. Nommé dans la foulée de la crise de Ntega-Marangara, celui qui deviendra le premier ministre du gouvernement « d'union nationale » jette un regard rétrospectif sur un processus dont il reste fier.

Selon-vous, pourquoi avez-vous été choisi pour incarner la nouvelle politique du deuxième gouvernement de la Troisième république ?

Il faudrait le demander à celui qui m'a nommé... Je peux éventuellement énumérer quelques atouts qui pouvaient faire pencher le choix sur ma personne : une expérience politique comme ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale. L'Institution avait été dissoute après les événements de 1965 et n'avait plus été remise en place. J'avais donc travaillé, avec les autres membres du Bureau, à mettre en place une nouvelle administration et à organiser le fonctionnement du Parlement. J'étais Gouverneur de la province de Muramvya qui comprenait aussi l'actuelle province de Mwaro et, en avril 1988, il y avait eu une forte tension à caractère ethnique que j'avais rapidement fait baisser par le dialogue et le débat. J'avais surtout enclenché un processus d'auto-développement remarquable. Ce sont là des expériences qui pouvaient m'aider à la Primature.

Quelle était votre mission ?

Diriger un Gouvernement d'Union Nationale chargée d'apaiser un pays qui venait d'être sérieusement secoué par une crise politique grave, relancer l'économie toute en poursuivant les voies et moyens de résoudre définitivement le problème des divisions ethniques et régionalistes afin de parvenir à une Unité Nationale durable.

Sur quelles forces comptiez-vous pour «garantir» le changement dont vous étiez porteur alors qu'un clivage entre ouverture et crispation se développait au sein de l'UPRONA et des Forces Armées (FAB).

A l'époque, le multipartisme était encore une question taboue. Pour moi l'ouverture démocratique

était avant tout la participation de toutes les ethnies et de toutes les régions à la gestion du pays, le dialogue et la concertation. La seule façon de baliser était de mettre en avant les compétences et les mérites individuels dans les nominations et les équilibres ethniques et régionaux.

Quelles ont été vos priorités ?

J'ai mis en avant la résolution des questions de développement et la lutte contre la pauvreté comme solution durable aux problèmes des divisions dues en grande partie à la course pour un pouvoir générateur de richesses. J'étais tout à fait ouvert à l'élite hutu de l'intérieur et de la diaspora avec le souci de mettre ensemble les compétences de toutes les ethnies pour développer le Burundi.

Des obstacles à votre projet ?

Le processus pouvait être miné par ceux qui avaient reçu des avantages et des intérêts à protéger mais aussi par ceux qui voulaient tout et tout de suite. Dans des situations pareilles, il est important de pouvoir convaincre les gens qu'il faut être tous gagnants, « win-win ». Les seules forces sur lesquelles il fallait compter étaient les jeunes qui aspiraient à un avenir pacifique et prospère mais aussi les gens d'un certain âge qui réalisaient que sans unité nationale toutes les voies sont sans issue. L'ouverture et le changement pouvaient se faire sans heurts grâce au débat contradictoire, un outil de consensus et de conviction pour les sceptiques.

Quelles inflexions majeures retiendriez-vous de votre mandat dans la manière de mettre en œuvre la nouvelle politique gouvernementale ?

La mise en œuvre de la politique gouvernementale était caractérisée par le débat, le dialogue, la concertation et la transparence.



“ **Pour moi l'ouverture démocratique était avant tout la participation de toutes les ethnies et de toutes les régions à la gestion du pays, le dialogue et la concertation.** ”

Un pays qui connaît des divisions connaît aussi des suspicions. Il faut donc mener des politiques concertées afin de s'assurer la meilleure convergence possible vers le consensus et convaincre les sceptiques. Il faut ensuite faire une gestion transparente. Cela est valable dans le politique comme dans l'économique. Le Burundi était sur la voie de décoller économiquement. C'était un des rares pays de

l'Afrique sub-saharienne qui avait un taux de croissance supérieur à 5% et les prévisions n'excluaient pas un taux à deux chiffres après les élections de 1993. La bonne gestion des deniers publics et le dialogue permanent entre partenaires de l'époque méritent d'être retenus.

Quels dates ou événements majeurs qui vous ont marqués ?

Sans doute la mise en place de la Charte de l'Unité Nationale

(1991), la promulgation d'une Constitution multipartite (1992), l'organisation et la tenue des élections législatives et présidentielles (1993). Ce sont des acquis que personne ne peut oser remettre en question. Il faut noter que sur cette avancée il y avait chaque fois des obstacles qu'il a fallu vaincre (tentatives de coup d'État de certains éléments de l'armée, attaques des groupes armés attribuées au Palipehutu). C'est toujours décevant d'avoir les bâtons dans les roues de la part des gens qui, pourtant, seraient bénéficiaires des changements en cours.

Rétrospectivement, au regard des événements ultérieurs, estimeriez-vous aujourd'hui que vous auriez pu ou dû promouvoir une démarche autre au cours de ces années ?

La démarche était la bonne. J'étais cependant partisan de commencer par les législatives et de faire les présidentielles plus tard, dans 2 ou 3 ans, pour préparer davantage certains esprits mais à l'UPRONA et surtout au FRODEBU, il y a eu des refus.

Les événements ultérieurs comme l'assassinat du Président Ndadaye

et ce qui s'en est suivi sont des choses qui peuvent arriver à n'importe quel pays. La seule question qu'il faut se poser est de savoir s'il y avait les bonnes personnes aux bonnes places à l'armée et au gouvernement pour pouvoir déjouer ou empêcher les forfaits et crimes et gérer les situations difficiles.

Le dépassement de la question ethnique a été au cœur des débats et enjeux de votre mandat à la Primature, quel bilan en tirez-vous vous même ?

Le bilan est largement positif. Même s'il y a eu, pendant le processus et plus tard, des escarmouches et des événements à caractère ethnique, d'aucuns pourraient se demander quelle aurait pu être leur ampleur s'il n'y avait pas eu un sursaut d'unité nationale. Aujourd'hui personne ne peut mettre en cause la nécessité de l'unité nationale. Évidemment c'est un idéal et un processus qui se poursuivent en tout temps et en tout lieu mais je dirais que nous avons atteint un point de non-retour sur cette question.

Les communes de Marangara et Ntega ont bénéficié à l'époque d'une mobilisation exceptionnelle de ressources nationales et internationales pour se reconstruire, d'une administration autonome. Pour autant, aujourd'hui ces deux communes frontalières et enclavées demeurent isolées et peu équipées. Les événements de 1988 sont toujours bien présents dans les mémoires de ceux qui les ont vécus comme de celles des plus jeunes qui ne les ont pas connus. Quel message leur adresseriez-vous ?

Après les tristes événements qui ont frappé les communes de Ntega et Marangara, il fallait rapatrier environ 48 000 réfugiés, reconstruire et rééquiper les deux communes. Nous avons rapatrié plus de 42 mille réfugiés en moins de 2 semaines. La situation exceptionnelle nécessitait une administration spéciale mais après un certain temps les deux communes ont eu le même traitement que les autres communes du Pays.

La reconstruction leur a seulement permis de reprendre la vie

normale comme ailleurs. Bien entendu, il y a eu un apport en tôles et en ciment pour améliorer l'habitat mais au bout de 25 ans, les traces de la reconstruction sont peu évidentes. Le niveau de développement de ces deux communes ne peut s'accroître que si ses habitants et ses dirigeants s'y consacrent.

Concernant les habitants vieux comme jeunes qui gardent en mémoire ces événements, le meilleur message à leur adresser est de garder l'unité et conjuguer leurs efforts pour se développer et combattre la pauvreté. Mais surtout il faut garder en tête que d'autres formes de divisions peuvent créer les mêmes dégâts. Je pense aux divisions partisans qui se profilent un peu partout dans le pays à la veille des élections de 2015 et qui pourraient dégénérer en affrontements violents si l'on n'y prend pas garde. ■

**Propos recueillis par
Armel-Gilbert Bukeyenza et
Antoine Kaburahe**

Les événements de Ntega – Marangara signent un tournant dans l'histoire sociopolitique du Burundi

Par Fr. Emmanuel Ntakarutimana

La crise de Ntega – Marangara constitue un tournant capital dans la façon de considérer les questions politiques, particulièrement dans leur dimension ethnique. La gestion de la crise autour du major Pierre Buyoya a ouvert une phase de décroissance des régimes typiquement militaires à parti unique pour une ouverture à un pluralisme politique avec éclosion du phénomène de la société civile. Ce changement est profond. Dans le cadre de la gestion des retombées de la crise, différentes commissions se sont mises au travail pour rêver d'un paysage sociopolitique dont le pays gagnerait à prolonger la dynamique.

Avec Ntega et Marangara, nous sommes encore loin d'une démocratie pluraliste, mais le verrouillage de l'espace politique encadré dans un parti unique commence à éclater. Les campagnes politiques, d'abord clandestines, puis ouvertes, de conscientisation de la population invitent à un nouveau mode de gestion de l'Etat.

Après le travail de la commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale, une commission chargée de la démocratisation s'est mise à l'œuvre entre 1991 et 1993. Composée de 35 membres venant de

différents horizons, cette commission avait comme président un Tutsi et comme vice-président un Hutu. Son rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi produit au mois d'Août 1991 faisait une longue présentation de l'éthique de la démocratie à travers laquelle la commission revenait sur des principes qui restent d'une brûlante actualité. Il s'agissait d'une dizaine de principes qui sont des atouts à capitaliser :

- i. Le respect de l'option démocratique de la société ;
- ii. Le respect des lois et des institutions démocratiques ;

- iii. Le respect des valeurs communes ;
- iv. Le respect du verdict électoral ;
- v. Le respect du compromis ;
- vi. La résolution pacifique des conflits ;
- vii. Le respect mutuel des protagonistes politiques ;
- viii. La tolérance ;
- ix. L'honnêteté ;
- x. Le sens patriotique et la conscience nationale.

Ces principes devaient se traduire dans une éthique de relations entre les responsables politiques et les administrés ainsi que dans les relations des individus entre eux:

- i. Le respect de l'administré ;
- ii. La transparence dans la gestion de la chose publique ;
- iii. Le sens du service public ;
- iv. La solidarité nationale ;
- v. Le dialogue social ;
- vi. La conciliation de la liberté individuelle avec celle des autres ;
- vii. La primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Ces valeurs et principes constituent des atouts générés par les différents dialogues engagés depuis la crise de 1988. Ils devraient de nouveau remobiliser la vie nationale et ouvrir un avenir à la nation burundaise.

Cette commission chargée d'étudier les contours de la démocratisation travailla sur le projet de constitution adoptée en 1992. Celui-ci ouvrait au pluralisme politique en essayant de remettre à l'honneur les principes et valeurs démocratiques. Cette inspiration n'est bien sûr pas suffisante pour transformer tout le passif national en matière de gouvernance. Cela se verra à travers la polarisation ethnique qui a continué à marquer l'histoire des différentes négociations après la crise de 1993.



Les clivages entre la « famille politico-ethnique hutue » et la « famille politico-ethnique tutsie » vont rester vifs jusqu'à la longue palabre d'Arusha qui a joué le rôle de thérapie sociopolitique. Il est vrai qu'il y avait des questions fondamentales qui n'avaient pas encore fait l'objet de discussion, notamment :

La question de la réforme des forces de défense et de sécurité en intégrant toutes les composantes ethniques, régionales et de genre dans ce corps, ainsi que le fonctionnement des différents corps de la police.

La question de la démocratisation à la base conduisant à l'élection des administrateurs au suffrage direct ou l'élection des chefs de colline.

La notion de partage constitutionnel du pouvoir entre les principales

forces politiques en fonction des résultats des élections afin d'assurer une bonne représentativité des forces sociopolitiques.

La dynamique née de la crise Ntega-Marangara, tout en ouvrant à des perspectives d'une gestion de l'Etat beaucoup plus intégratives des différentes forces sociales et politiques, avait encore du chemin à faire pour être coulée dans des dispositions légales donnant une orientation contraignante allant au-delà de l'opportunisme politique des pouvoirs en place.

Quoi qu'il en soit, l'ouverture politique lancée avec la crise de Ntega Marangara a conduit à une nouvelle conscience citoyenne avec éclosion et développement d'une constellation d'organisations de la société civile qui marquent le

paysage sociopolitique du pays depuis les années 1990. Ces associations doivent accepter d'entretenir un dialogue, souvent embarrassé, avec les institutions de l'Etat et les partis politiques. En dépit de leur jeunesse, de leur professionnalisme limité, de leur possible affinité avec des forces politiques et de leurs moyens plutôt maigres, ces organisations ramènent le débat sur les valeurs et principes démocratiques déjà affirmés dans l'immédiat de l'après Ntega et Marangara. Les médias, malgré des faiblesses de départ, et même des dérapages, ont fini par évoluer vers un rôle clé dans l'observation de la croissance du mouvement démocratique. D'autres associations aident à assainir les mécanismes de gestion politique et économique du pays, ainsi que le respect des Droits de l'Homme et celui de la promotion du bien commun. ■

25 ans après les massacres de Ntega et Marangara, quelle leçon, quel regard ?

Propos recueillis par Armel-Gilbert Bukeyenzeza

Président Pierre Buyoya



C'est normal que les événements de 1988 soient encore dans la mémoire des populations de ces deux communes. Il y a eu beaucoup de traumatismes et cela prendra du temps pour cicatriser. Ces événements font désormais partie de l'histoire du Burundi et on n'efface pas un chapitre de l'histoire d'un pays.

Ce qui a été fait dans cette région était destiné à normaliser la situation dans les deux communes. Il ne s'agissait pas de les particulariser mais de faire en sorte qu'elles reviennent au niveau des autres. Aujourd'hui, ce que vous observez en terme de développement économique et social à Ntega-Marangara, n'est pas différent de ce que vous voyez dans les communes environnantes.

Adrien Sibomana



25 ans après, les traces de la reconstruction sont peu évidentes à Ntega et à Marangara. Le niveau de développement de ces deux communes ne peut s'accroître que si ses habitants et ses dirigeants s'y consacrent. Concernant les habitants âgés, tout comme les jeunes qui gardent en mémoire ces événements, le meilleur message à leur adresser est de garder l'unité et de conjuguer leurs efforts pour se développer et combattre la pauvreté. Mais surtout il faut garder en tête que d'autres formes de divisions peuvent créer les mêmes dégâts. Je pense aux divisions partisans qui se profilent un peu partout dans le pays à la veille des élections de 2015 et qui pourraient dégénérer en affrontements violents si l'on n'y prend pas garde.

Sylvestre Ntibantunganya



1988 est le résultat d'un dérèglement monstrueux de 1972 mal géré. Tout comme celui de 1993 qui a coûté la vie au président Melchior Ndadaye sans parler des milliers de Tutsi et de Hutu qui ont été massacrés. Et si toutes ces situations ne sont pas éclaircies dans une démarche nationale comme la Commission Vérité Réconciliation avec le souci de connaître toutes les facettes de la vérité et qu'elle soit collectivement assumée par les institutions de l'Etat, au nom desquelles s'exprimerait le président de la république, nous allons entrer dans une zone de turbulence. Parce que d'ici peu, nous allons avoir dans tous les secteurs de la vie nationale, des jeunes qui n'ont pas trempé dans la crise de 1993, mais qui ont été marqués par celle-ci, qui ont des comportements, des interrogations et des lectures dictés de manière sectaire, qui auront besoin de la vérité.

Etienne Karatasi



Que les partis CNDD-FDD et FNL qui ont opté pour la Paix et la Sécurité pour tous les Burundais en signant l'Accord de Cessez-le-feu tout en gardant leur nom de rébellion avec la complicité des organisations internationales qui ont soutenu les négociations pour la Paix au Burundi unissent leurs efforts pour servir d'exemple dans le

soutien de la Paix, de la Réconciliation et du Processus démocratique.

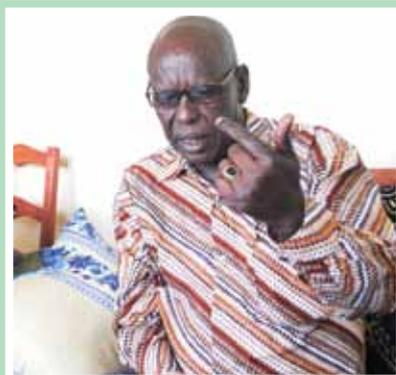
Il est toujours plus facile de détruire que de construire. Ne faisons donc pas confiance à ceux qui veulent saboter le processus démocratique au profit de leurs propres intérêts, car si ce processus déraile, il sera difficile de le redresser. Notre devoir, en tant que politiciens burundais, est de travailler dans le respect mutuel, d'encourager un dialogue constructif, de bannir la violence et de créer un climat positif, paisible, préalable au bon déroulement du processus démocratique en cours et à la bonne tenue des prochaines élections de 2015.

Salvator Sunzu



Des zones d'ombres et des mystères subsistent autour de la crise de 1988. Comment un gouvernement qui affirme jusqu'à présent qu'il a été attaqué, peut refuser qu'une enquête internationale soit menée ? Voilà où réside le secret du pouvoir. Il commande qui il veut, le manipule à sa guise, il peut même te laisser faire pour son propre calcul. Bref, les événements de Ntega-Marangara sont toujours bourrés des non-dits.

Cyprien Mbonimpa



Lhistoire du Burundi est jalonnée de moments difficiles. La première difficulté qu'il a connu date de 1959 avec la crise au Rwanda et les Tutsi qui se sont ensuite réfugiés au Burundi. Il y a eu ensuite 1965, 1969, 1972, 1988 et 1993. Après nous sommes allés à Arusha où les Burundais ont pu vider leurs sacs. Ils n'ont rien caché. Ils ont réfléchi sur la cause profonde de toutes ces crises. Et la conclusion unanime a été que le nœud du conflit est fondamentalement politique avec des connotations ethniques.

Ce pays a juste besoin de la bonne gouvernance et une démocratie solide. Le Burundi peut sortir définitivement de ce cercle de violence pour s'engager dans un développement durable. Et surtout, il ne faudrait pas que ce dont on accusait les régimes passés soit réédité par ceux d'aujourd'hui.

Stanislas Kaburungu



Il s'est avéré très dangereux d'empêcher les gens de parler. Heureusement qu'aujourd'hui il est difficile voire impossible de clouer le bec le peuple burundais. Autre chose à ne pas ignorer : la vérité. Les Burundais doivent regarder leur histoire en face s'ils veulent réellement avancer.

Sur le plan sous-régional, nul n'ignore désormais que tout ce qui se passe ici au Burundi influe d'une manière ou d'une autre sur le Rwanda et inversement. 1959 au Rwanda a eu des répercussions sur le Burundi. 1988 au Burundi a son influence sur les événements de 1990 au Rwanda. Tout comme 1993 a sa part de responsabilité dans le génocide rwandais de 1994.